

# Bakounine et la Réforme protestante

Suivi de

La référence à Jan Hus chez Bakounine

René Berthier



Cercle d'Études libertaires – Gaston-Leval

*Couverture :*

The burning of Jerome of Prague in 1416.

From John Foxe's *Book of Martyrs* (1563)

Mikhaïl Aleksandrovitch Bakounine, né le 30 mai 1814 à Priamoukhino près de Torjok (gouvernement de Tver, Empire russe) et mort le 1er juillet 1876 à Berne (Suisse), révolutionnaire, théoricien de l'anarchisme et philosophe qui a particulièrement réfléchi sur le rôle de l'État. Il pose dans ses écrits les fondements du socialisme libertaire.

Ce texte vise à participer à l'anniversaire des 200 ans de la naissance du révolutionnaire russe, souvent cité, glorifié ou haï mais qui reste fréquemment méconnu même chez les anarchistes.

Monde-nouveau.net participera à l'effort éditorial en présentant des textes relativement courts de 60 à 80 pages pouvant être édités sous la forme de brochures.

Cercle d'Études libertaires Gaston-Leval  
monde-nouveau.net

**Contact :**  
**cel-gl@orange.fr**

# Bakounine et la Réforme protestante

R. BERTHIER

L'intérêt de Bakounine pour l'histoire de l'Église remonte à très loin et contredit totalement l'approche des auteurs qui, comme Henri Avron, voient dans son opposition à la religion une réaction irraisonnée et passionnelle. On a ainsi des notes qu'il a prises dès 1834 : le jeune homme a vingt ans, il est en garnison en Biélorussie et fait un résumé (« d'après ma lecture, avec remarques ») d'un livre de Ch. G. Koch, *Tableau des révolutions de l'Europe*, en quatre volumes.

Bakounine est manifestement intéressé par l'histoire du conflit entre l'Église et les monarchies européennes entre le 13<sup>e</sup> et le 14<sup>e</sup> siècle. On retrouvera ce thème dans ses écrits trente-cinq ans plus tard lorsqu'il développera l'idée que le clergé fut pendant la première moitié du Moyen Age une classe dominante, hypothèse qui le dissocie radicalement du schéma marxiste de l'histoire.

Bakounine l'anarchiste s'intéressera à ce conflit entre le pouvoir spirituel et temporel pour montrer que le combat contre la religion n'est jamais achevé. Il veut montrer que pouvoir politique et religieux constituent un binôme inséparable : complémentaire, ils ont besoin l'un de l'autre. Mais antagonistes, ils sont en conflit permanent pour la suprématie. L'histoire de l'Europe est en grande partie l'histoire de ce conflit : le pouvoir temporel s'est progressivement libéré de la tutelle de Rome mais n'a jamais cessé d'avoir besoin de l'Église. Bakounine montrera que si la Réforme a introduit une rupture radicale et libératrice avec Rome, elle a également conduit à une subordination accrue de la religion au pouvoir politique.

## Les « Notes » de 1834

Les « notes » que prend le jeune Bakounine en 1834 sont, semble-t-il, la première manifestation de son intérêt pour la question. A cet égard, la période de quatre ou cinq ans d'exaltation philosophique hégélienne, pendant laquelle il adoptera une autre grille de lecture du phénomène religieux, peuvent être considérés comme un simple intermède. Les papes dominent les puissances européennes, dit Bakounine dans ses « notes » de 1834, et

« s'arrogent le droit de trancher les litiges des nations, de déterminer leurs relations politiques, de légitimer les héritiers, de faire abdiquer les souverains et d'autoriser les serments des sujets. Ils lèvent partout des taxes sous différentes dénominations, distribuent les titres spirituels à des prix fixés ; les différents ordres monastiques et les légats du pape appuient partout le pouvoir papal ».

Peu à peu les souverains contestent le pouvoir de l'Église et tentent de s'en libérer : en particulier Philippe le Bel qui s'oppose à Boniface VIII. Le pape conteste au souverain le droit de lever des taxes sur le clergé et proteste contre l'interdiction d'exporter de France or et argent, ce qui lui occasionne un manque à gagner important. De plus, dit Bakounine, le pape affirme « qu'il est fou de présumer qu'il n'y ait rien sur terre au-dessus du souverain terrestre et que celui-ci ne dépende pas du pape ».

Trente-cinq ans plus tard Bakounine reviendra sur cette question. Le conflit entre le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel sera abordé dans une perspective anarchiste et intégré dans une critique globale du pouvoir et des liens qui unissent l'État et l'Église. Il conviendra d'examiner la pertinence de ses vues sur la question.

En 1834, le jeune Bakounine semble également s'intéresser beaucoup au détail des taxes levées par les papes, dont il fait l'inventaire. C'est dans ces notes que le jeune russe mentionne pour la première fois Jean Hus et Wycliff, qui reviendront souvent dans ses écrits de la période anarchiste.

Les notes que rédige Bakounine en 1834 restent plutôt neutres : elles ne sont pas entachées par le délire verbal mystico-hégélien qui va le frapper quelques années plus tard et qui le marquera ensuite pendant plusieurs années. On a simplement affaire à un jeune homme qui prend des notes pour s'instruire et qui les commente. Bakounine insiste particulièrement sur la fonction de l'idéologie et sur le rôle de l'opinion publique : la puissance de l'Église s'appuie sur le « faible niveau de l'instruction ».

Le pouvoir papal atteint son apogée au XIV<sup>e</sup> siècle mais ensuite déclina. Il a cependant joué un rôle positif parce qu'il a « rassemblé les peuples qui vivaient en Europe, des peuples à demi-sauvages et encore plongés dans les ténèbres de l'ignorance ».

« Il a posé les fondements d'un lien surprenant entre les nations, lien qui a constitué le trait distinctif des temps nouveaux et qui est connu sous la dénomination de l'équilibre politique, une foi commune, des conceptions communes, des préjugés communs, un mode de gouvernement féodal commun confinant au pouvoir illimité pour le Trône romain, tel est le fondement de l'actuelle corrélation mutuelle des États d'Europe. »

L'Église a préservé l'héritage de la culture antique, grecque et romaine : « Cette instruction en se diffusant plus ou moins dans toute l'Europe a posé les fondements de l'instruction européenne actuelle. » En suscitant les croisades, les papes ont provoqué un important brassage de population et de cultures : mais ce faisant, ils ont aussi contribué à la diffusion de nouvelles idées, ce qui, à terme, a affaibli l'influence de l'Église. Mais les papes ont aussi provoqué de profondes mutations dans la structure de la propriété, en suscitant les croisades qui ont « précipité tous les propriétaires fonciers en Palestine ont donné à ces monarques l'occasion et le moyen d'accroître leur pouvoir » et de « dompter les vassaux ambitieux ».

En se déclarant les « maîtres inconditionnés du monde », les papes « ont grevé toutes les terres appartenant à l'Église occidentale d'innombrables impôts et les ont accablées d'innombrables exigences, de la sorte, ils ont laissé la puissance leur échapper ». On trouve déjà en 1834 en germe l'idée d'« État universel » que Bakounine développera dans la période anarchiste. L'apparition du tiers état au début du XIV<sup>e</sup> siècle fut une « aube de la liberté légitime des peuples vers laquelle toute l'Europe tend si visiblement ».

« ...le despotisme et l'instruction, la prospérité et le bien des peuples ne peuvent jamais être compatibles. Une liberté légitime donc, fondée sur les principales revendications de la société, c'est-à-dire la sécurité universelle, la prospérité universelle une liberté améliorée qui offre à chacun une situation d'indépendance propice au perfectionnement. »

On a l'impression de retrouver dans ce texte les accents du Bakounine de la maturité : il est difficile de croire que peu d'années plus tard il deviendra un fieffé conservateur (peu de temps il est vrai). D'une certaine manière, il n'est pas exagéré de dire que le Bakounine anarchiste opérera en fait un retour aux sources : comme il le fera en 1870, il loue en 1834 les grands penseurs du Moyen Age « qui renversent audacieusement le despotisme des successeurs de saint Pierre, et déduisent leurs preuves des Écritures saintes » :

« Ainsi Jean de Paris, célèbre dominicain, défend Philippe le Bel contre Boniface VIII, Dante Alighieri, Marcello de Padoue, Jan de Gand, Wilhelm Okam, Leopold de Babenberg et d'autres défendent Louis de Bavière contre Clément VI. Pierre d'Ailly, Nicolas de

Clémanges et Jean de Gerson se distinguent par leurs écrits au moment du schisme d'Occident. »

Il y a aussi ceux qui, « arrachés aux ténèbres de l'ignorance et de l'ambiance étouffante des préjugés et de la doctrine scolastique, recherchent l'élégance et la vérité dans la nature même » : Dante Alighieri et Roger Bacon, Pétrarque et Boccace – nom qui reviendront encore dans ses écrits de maturité.

Enfin, Bakounine insiste sur un certain nombre de découvertes scientifiques et techniques qui ont contribué à bouleverser la société du Moyen Age : le papier d'écriture en chiffon de lin ; les peintures à l'huile ; l'imprimerie ; l'art de la gravure sur cuivre ; la poudre et son utilisation comme arme à feu, et la boussole.

« Toutes ces inventions ont eu une influence importante sur le bouleversement européen qui se manifesta avec une telle force au XV<sup>e</sup> et surtout au XVI<sup>e</sup> siècles. »

La diffusion du « papier d'écriture » et l'invention des caractères mobiles en imprimerie a contribué à une large diffusion des idées :

« L'invention du papier d'écriture et de l'imprimerie placèrent vite l'Europe au premier rang dans le domaine de l'instruction ; en donnant la liberté de se transmettre les idées de l'un à l'autre, de préserver pour la postérité les découvertes et les monuments elles sont le fondement de l'opinion publique qui en se renforçant avec l'instruction devint l'un des principaux moteurs des bouleversements politiques. »

En contraignant les souverains à garder des armées permanentes, l'invention des armes à feu a contribué au déclin des propriétaires féodaux et a modifié radicalement les tactiques militaires. Quant à la boussole, elle a « perfectionné la navigation maritime, a fourni le moyen de découvrir des terres nouvelles, et par conséquence elle a donné naissance à des idées nouvelles, à des connaissances nouvelles, à des besoins nouveaux et à des moyens nouveaux de les satisfaire ».

Pour terminer, Bakounine est manifestement intéressé par l'histoire de la Ligue hanséatique sur laquelle il s'attardera plus tard lorsqu'il tentera de comprendre pourquoi la bourgeoisie allemande n'a pas réussi à s'affirmer face au pouvoir politique. L'impuissance politique de la bourgeoisie allemande est un phénomène qui semblera le fasciner, alors même que la Ligue hanséatique disposait d'un pouvoir considérable.

Se trouvent ainsi posés les termes d'un ensemble de questions que Bakounine se posera quarante ans plus tard sur les raisons du retard politique de l'Allemagne.

\* \* \*

L'Europe médiévale n'était pas une Europe d'États-nations. La souveraineté des royaumes médiévaux n'était que partielle et soumise aux complexes relations d'allégeance du système féodal qui ne favorisaient pas la constitution d'un pouvoir central. Le droit civil émanant des monarques coexistait avec le droit canon émanant des papes – lequel avait souvent la prééminence. La juridiction du pape s'étendait même à la magistrature suprême et en certaines occasions, il pouvait déposer les rois. Des conflits ouverts éclataient parfois. L'excommunication et l'interdiction de célébrer les sacrements étaient des armes efficaces, comme le constata le roi d'Angleterre Henry II, qui avait fait assassiner l'archevêque de Canterbury parce qu'il soutenait l'indépendance de l'Église. L'affaire se termina mal pour le roi, qui dut finalement se soumettre au pape Alexandre III et se réconcilier avec lui dans des circonstances humiliantes.

Significativement, lorsque Henry VIII, avec sa « Réforme », réussit à couper définitivement les ponts avec Rome, il fit détruire le tombeau et disperser les restes de l'archevêque. Les papes, de leur côté, ne se privaient pas de jouer avec le pouvoir dont ils disposaient, accordant ou refusant les dispenses nécessaires à certains mariages royaux, selon les orientations de leur propre politique, et selon la monarchie qui avait leur faveur : tour à tour l'Espagne, la France, l'Angleterre, l'empereur germanique.

Les monarchies médiévales n'étaient certes pas laïques. L'esprit du temps voulait que tout pouvoir politique vienne de Dieu, et le devoir d'obéir aux lois de l'État était un devoir religieux, dans la mesure même où le roi détenait son autorité de Dieu – par l'intermédiaire du pape. Il était inconcevable que le roi accapare les pouvoirs légitimes du pape et supprime l'évêque de Rome en s'arrogeant la juridiction sur l'Église aussi bien que sur l'État – ce que fit Henry VIII.

Dans ses « Notes » de 1834, Bakounine écrit que le conflit entre le pape et Philippe le Bel conduisit le roi à réunir les députés des états et permit la « première apparition du tiers état sur le terrain politique (1302-1303) » ; ce dernier soutint vigoureusement le roi contre le « despotisme papal ». Le même conflit de pouvoir se déroulera entre le pape et les empereurs d'Allemagne.

On retrouvera l'écho de ces notes trente-cinq ans plus tard lorsque Bakounine analysera le système d'alliances interne propre aux pays euro-

péens – France, Italie, Angleterre et Allemagne – qui met en scène la monarchie, la bourgeoisie et la noblesse : ces pays connaîtront des scénarios très différents qui fondent en quelque sorte leurs caractères propres. Le schéma bakouninien s'écarte radicalement de la vision historique marxiste : le révolutionnaire russe ne met pas en scène deux forces antagonistes mais trois. L'histoire de l'Europe serait ainsi marquée par un système d'alliances – différent selon les pays – mettant en jeu le pouvoir monarchique, la noblesse et la bourgeoisie, deux forces s'alliant contre la troisième. En Angleterre l'aristocratie se serait alliée à la bourgeoisie contre la monarchie, tandis qu'en France c'est la monarchie qui se serait alliée à la bourgeoisie contre la noblesse.

### L'intermède hégélien

Brusquement, le discours de Bakounine se modifie lorsqu'il se convertit à l'hégélianisme. On n'a plus affaire à l'étudiant qui prend studieusement des notes mais au jeune philosophe conservateur et un peu exalté. La religion devient un des thèmes principaux de ses écrits. Il regrette manifestement que la philosophie ait « emprunté son contenu aux intuitions et aux observations empiriques extérieures », ce qui est pour lui une sorte de déchéance<sup>1</sup>. La faute en revient à la Réforme : « au moment où la réflexion a retrouvé sa liberté, on a donné le nom de philosophie à toute théorie qui a eu pour objet les lois communes et constantes dans la mer infinie des individualités empiriques, transitoires ». Il exprime en quelque sorte en langage philosophique l'idée que la Réforme a permis le développement des sciences empiriques ce qui, pour un idéaliste hégélien, est évidemment regrettable.

Apparaît pour la première fois également l'idée que la Réforme a déclenché un processus de libération des esprits : « La réflexion éveillée, dit-il un an plus tard, a acquis son autonomie après la réforme » : elle « n'a pas commencé par la sphère abstraite de la recherche abstraite du principe objectif comme chez les Grecs », ce qui, on l'aura compris, est la bonne démarche philosophique. Elle s'est « jetée sur le monde concret des phénomènes qui l'entourait et s'est mise à chercher le général et le nécessaire dans la mer infinie des éléments empiriques ». Manifestement, le jeune homme regrette que dès lors « toute recherche similaire de lois générales et nécessaires [ait] reçu le nom de philosophie »<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Résumé de *Encyclopädie der philosophischen Wissenschaften im Grundrisse* de Hegel, 21 juillet – 1 août 1837.

<sup>2</sup> Notes sur « *Wissenschaft der Logik* » et « *Encyclopädie der Philosophischen Wissenschaften im Grundrisse* » de Hegel. Juin-novembre 1838.



En 1838, encore, dans l'avant-propos du traducteur du « Gymnasialreden de Hegel », Bakounine se livre à une réflexion sur la perception que l'opinion commune a de la philosophie, assimilant celle-ci à l'abstraction, à l'absence de toute réalité. Selon cette opinion, la philosophie « a nécessairement dit adieu à la réalité et erre dans cette aliénation malade loin de toute réalité naturelle et spirituelle, dans on ne sait quels mondes fantasmagoriques, arbitraires, imaginaires ». Celui qui partage cette opinion « ignore que la maladie et le mal résident non pas dans la réalité mais en lui-même, en sa propre abstraction ». Il ignore l'harmonie du merveilleux monde divin. Il ne comprend pas la béatitude de la vie réelle. Son « entendement fini », c'est-à-dire limité à l'expérience empirique, ne voit pas que dans la vie tout est beauté, « que les souffrances mêmes sont nécessaires pour purifier l'esprit, pour passer des ténèbres à la lumière, à l'illumination ». Sa vie est une suite de « désillusions continues », un « déchirement intérieur » qui est la conséquence de la nature illusoire de son entendement fini.

L'origine de ce mal, dit Bakounine, est dans la Réforme : quand le rôle du papisme a pris fin, quand il a perdu sa force intérieure, purement spirituelle, « qui lui avait permis de rassembler un si grand nombre d'éléments hétérogènes de la vie européenne ». En ébranlant l'autorité papale, la Réforme a « par la même occasion ébranlé toute autre autorité et a motivé des recherches infinies dans toutes les sphères de la vie ». Elle a provoqué à la fois la renaissance des sciences empiriques et celle de la philosophie :

« Les sciences empiriques qui se bornaient à intuitionner le monde fini, un monde auquel avait accès la finité du sensible, de l'extérieur et de l'intérieur, ont effectué un rapide pas en avant et en peu de temps elles se sont distinguées par de brillants succès. »

Mais il y avait une autre sphère, celle de l'« esprit absolu et inconditionnel », inaccessible à l'intuition sensible. Ainsi, « l'intelligence éveillée, libérée des langes de l'autorité, n'a plus voulu accepter n'importe quelle croyance et, isolée du monde réel, plongée en soi-même, elle a voulu tout déduire de soi-même, découvrir en soi-même le commencement et la base du savoir ». Le *cogito* de Descartes, en posant comme point de départ de la philosophie non le principe d'autorité – le terme ne figure pas encore dans le vocabulaire bakouninien – mais le principe de la raison, a donné l'impulsion à la nouvelle philosophie. On trouve donc déjà, dès 1834, l'une des idées de base de la philosophie de Bakounine, selon laquelle Descartes entame une nouvelle ère de la philosophie – idée d'ailleurs héritée de Hegel lui-même.

« Doubter en tout ce qui existe, nier tout ce qui était jusqu'alors connu et authentique autrement que par la connaissance philosophique, c'est ainsi que tous ceux qui se consacraient à la philosophie devaient débiter ; et ceci, allié au principe essentiel du savoir expérimental, l'empirisme, qui veut que tout savoir soit nécessairement conditionné par la présence immédiate de la personne connaissante, a été le principal caractère de l'intelligence libérée par la Réforme de l'autorité papale<sup>3</sup>. »

Avec la Réforme, l'intelligence humaine vient de « s'éveiller d'un long sommeil », mais il lui restait « le long chemin des épreuves, du combat et des souffrances avant d'atteindre l'âge adulte ». Car la vérité est le fruit de rudes souffrances : la souffrance, dit Bakounine, est la flamme purificatrice qui transforme et donne la fermeté d'esprit, elle est une éducation :

« Qui n'a pas souffert ne connaît pas et ne peut pas connaître la béatitude de la guérison et de l'illumination grâce à l'amour bienfaiteur, source de vie, en dehors duquel il n'est pas de vie<sup>4</sup>. »

Ce discours philosophico-religieux imprégné de culpabilité judéo-chrétienne disparaît rapidement chez Bakounine. On aura en 1842 une vague (et unique) référence à Luther dans la *Réaction en Allemagne*. Le protestantisme y apparaît comme un phénomène endémique au christianisme dès les premières années de son existence : le « principe de la liberté théorique » y donna naissance à toutes les hérésies : un jour, la progression du protestantisme « cessa brusquement d'être graduelle et le principe de la liberté théorique se haussa jusqu'à devenir un principe autonome et indépendant. » On est encore dans le langage hégélien : le protestantisme s'insère comme moment particulier de la contradiction interne au monde catholique. Mais la perspective a changé : Bakounine se préoccupe maintenant de révolution démocratique.

Symptôme du changement de perspective chez le jeune Bakounine, l'article qu'il écrivit en mai-juin 1843 dans *Der Schweizerischer Republikaner*, intitulé « Le Communisme », présente le Christ et Luther comme étant « issus du peuple, de la plèbe ». Luther ne subit pas encore les attaques furieuses du Bakounine anarchiste qui le rend responsable de l'écrasement des paysans allemands insurgés de 1525.

---

<sup>3</sup> Gymnasialreden de Hegel. Avant-propos du traducteur, Moscou. *Moskovskij Nabljudatel'*, XVI, mars 1838, Moscou.

<sup>4</sup> *Ibid.*

## Les premières attaques

Les attaques ouvertes contre le protestantisme commencent à partir de 1864 : significativement c'est également la période où Bakounine se livre à ses attaques systématiques contre l'Église catholique. Bakounine rédige une série d'articles pour un journal suédois, *Aftonbladet*, dans lequel il dresse un tableau de la situation du parti démocratique en Europe et de son point de vue sur la question scandinave. Comme à son habitude, Bakounine parle peu du sujet qui motive l'article – la question scandinave –, un peu de la révolution démocratique et beaucoup des contradictions internes de la bourgeoisie qui la pousse à lutter contre la démocratie. On entre de manière décisive et sans retour dans une perspective de lutte des classes : « Les intérêts de la bourgeoisie se trouvent en contradiction avec ceux de la démocratie », dit le révolutionnaire russe. Et dans la mesure où cette « collision » ne s'est produite nulle part plus ouvertement qu'en France, il était naturel que « nulle part ailleurs la question du *travail* et du *capital* n'a été formulée avec autant de clarté » : allusion à la révolution de 1848.

Les « théologiens conséquents et zélés de toutes les confessions chrétiennes » ont raison de fulminer contre les principes d'égalité et de fraternité de la révolution française, bien que ce soit l'essentiel de la doctrine chrétienne. Il est vrai qu'il s'agit d'égalité devant Dieu, non d'égalité des hommes entre eux. La terre n'est pas la patrie de la justice, de la liberté et de la joie mais celle de la pénitence, de la contrition, de la souffrance : « chercher ici-bas la justice, la liberté, la légalité [*sic* – l'égalité ?], le bonheur – en un mot, la réalisation de la destinée de l'homme », ce serait donc un blasphème, une révolte contre Dieu.

« ...tout ce que l'on appelle l'intelligence humaine, la vertu humaine, la force humaine et la valeur humaine, est une misère aux yeux de Dieu, rien qu'une inspiration de l'arrogance satanique et la chemin le plus sûr vers la perdition <sup>5</sup>. »

L'homme a été sauvé par « le mystère divin et affreux du divin sacrifice ».

C'est lorsqu'on se pose la question : comment mériter la grâce divine, que catholicisme et protestantisme se séparent.

Bakounine s'attache surtout à dévoiler la fonction sociale de la religion, la fonction politique de la théologie, qu'elle soit catholique ou protestante. Il est facile, dit-il, de « tirer les conséquences politiques et sociales de ce

---

<sup>5</sup> Bakounine, « Lettre d'un démocrate », 1864.

système religieux ». La religion exerce un contrôle social sur les « grands troupeaux » obéissants. C'est l'histoire, c'est-à-dire la constatation simple des faits, qui le montre. L'Église, les rois, les nobles, les chefs militaires, les magistrats, etc. sont les représentants d'un ordre qui vient de Dieu <sup>6</sup>.

Le protestantisme se révolta contre l'autorité de l'Église, qu'il qualifiait d'usurpatrice et sacrilège, et déclara que « la cause de la béatitude est une cause tout à fait intérieure, qui ne peut, qui ne doit pas être traitée autrement que dans la profondeur la plus secrète de la conscience individuelle, entre l'homme seul et Dieu ». En bouleversant « l'édifice majestueux de l'omnipotence cléricale romaine », il sembla un moment préparer le même sort à tous les royaumes d'Europe : « De cette première impulsion, les

---

<sup>6</sup> Voici la citation complète :

« La doctrine catholique insiste que la grâce a choisi son domicile exclusivement dans l'église catholique romaine, qui à perpétuité reçoit les inspirations du Saint Esprit et reste le seul représentant de Dieu sur la terre, le médiateur entre l'homme et lui. Elle seule est capable de supporter l'homme dans ses luttes quotidiennes contre les tentations du diable. On ne mérite la rédemption que sous condition de lui rester sujet et obéissant. Le membre obéissant et dévot des grands troupeaux doit, de l'heure de sa naissance jusqu'à son dernier soupir, toujours se laisser conduire et diriger par les prêtres, les porte-voix de Dieu, les envoyés ordonnés sur terre – il est facile de tirer les conséquences politiques et sociales de ce système religieux. En outre, l'histoire a complètement développé la conséquence – c'est l'autorité absolue et divine en premier lieu de l'Église, en second des rois, ses fils premiers-nés, alors les classes nobles, ses filles mineurs privilégiés, des ministres, des chefs militaires et civils, des magistrats, des policiers, des espions, des géôliers, des bourreaux – tous ensemble les représentants du pouvoir royal et de l'*ordre présent*, qui, on le sait bien, vient de Dieu. C'est la doctrine catholique sur le point de vue politique, et si de nos jours l'église catholique semble parfois très prête à traiter avec le libéralisme moderne, même à se réconcilier avec la république de 1848, ce n'est qu'une duperie sacrée, une souplesse prudente et inévitable pour le cas où le diable – pardon si je me trompe – une concession, je veux dire, à cet esprit du temps malheureux, qu'il faut assoupir par des flatteries pour le reconduire peu à peu sous le jour salulaire des autorités cléricales et royale.

« La théologie protestante montre un autre chemin à la rédemption. Elle se révolta contre l'autorité de l'Église, qu'elle caractérisait comme une usurpation et un sacrilège, et en déclarant, que la cause de la béatitude est une cause tout à fait intérieure, qui ne peut, qui ne doit pas être traitée autrement que dans la profondeur la plus secrète de la conscience individuelle, entre l'homme seul et Dieu, sans autre médiateur que le Christ qui, quoique invisible, se trouve toujours présent parmi nous, elle bouleversait tout à fait l'édifice majestueux de l'omnipotence cléricale romaine, et sembla pour un instant vouloir préparer le même sort à tous les royaumes de l'Europe.

« De cette première impulsion, les institutions libres en Hollande, en Suisse, en Angleterre et aux États-Unis virent le jour. Pourquoi s'arrêta-t-elle sur un chemin aussi bon ? C'est pourquoi la doctrine protestante dans le fond même n'est point révolutionnaire. La doctrine protestante, elle aussi, reste ennemie à la liberté et prête serment à la puissance : ses premières révoltes prenaient leur source moins dans son esprit que dans le développement historique. Souvenons-nous que Luther et le doux Melancthon lancèrent leurs anathèmes et incitèrent avec assez de zèle passionné les princes et la noblesse de l'Allemagne contre les pauvres paysans, qui se révoltaient au nom de la liberté. » (« Lettre d'un démocrate », *Aftonbladet*, 28 septembre 1864, Stockholm.)

institutions libres en Hollande, en Suisse, en Angleterre et aux États-Unis virent le jour. » Mais le processus s'arrêta en chemin.

« La doctrine protestante, elle aussi, reste ennemie à la liberté et prête serment à la puissance : ses premières révoltes prenaient leur source moins dans son esprit que dans le développement historique. Souvenons-nous que Luther et le doux Melancthon lancèrent leurs anathèmes et incitèrent avec assez de zèle passionné les princes et la noblesse de l'Allemagne contre les pauvres paysans, qui se révoltaient au nom de la liberté. »

Là se trouve esquissée la trame des réflexions que Bakounine développera quelques années plus tard lorsqu'il tentera de comprendre le destin de la nation allemande.

## La Réforme

La physionomie de l'Allemagne contemporaine ne serait pas ce qu'elle est sans la Réforme. Le protestantisme s'est caractérisé, à peu d'exceptions près, là où il s'est implanté, par la revendication de la liberté politique. Les premières sectes protestantes, s'appuyant sur la Bible elle-même, proclamèrent le dogme de l'égalité politique et sociale. Certes, dit Bakounine, ce dogme fut placé sous l'égide du bon Dieu, protecteur naturel des inégalités économiques et sociales, aussi son application ne fut-elle jamais réalisée.

Bakounine constate également que l'extension du protestantisme coïncide presque partout avec l'essor industriel, commercial, politique ; a contrario, les persécutions exercées contre les protestants français « eurent pour conséquence immédiate la décadence de l'industrie en France »<sup>7</sup>. Après un long exposé sur le développement de la Réforme en Europe<sup>8</sup>, Bakounine constate que les deux seuls pays où régna la stagnation et « l'asservissement volontaire de l'esprit » furent l'Espagne, où la Réforme ne prit jamais pied, et l'Allemagne. Comment expliquer cette situation ?

Parallèlement au mouvement d'expansion de la société germanique vers l'extérieur, avec l'orientation de l'Empire vers la politique italienne et vers l'expansion territoriale au détriment des terres slaves, il y a un processus de fragmentation interne. Le texte de Bakounine intitulé « L'étatisme et le libéralisme allemand »<sup>9</sup> montre le processus de détachement de ces fractions de l'Empire qui veulent développer la liberté politique et l'initiative économique. Engels avait noté lui aussi ce phénomène de « désagrégation

---

<sup>7</sup> Bakounine, *L'Empire Knout-germanique*, Œuvres Champ libre, t. VIII, p. 389.

<sup>8</sup> Bakounine, *L'Empire Knout-germanique*, Œuvres Champ libre, t. VIII, p. 383-393.

<sup>9</sup> Bakounine, *L'Empire Knout-germanique*, Œuvres Champ libre, t. VIII, p. 383-415.

du territoire allemand » qui aboutit à priver l'Allemagne de ses « territoires périphériques ». Il y aurait donc un double mouvement :

- A l'Est et au Sud-Est se constituent des unités politiques qui s'appuient sur des conquêtes militaires : le Brandebourg avec la Prusse conquise aux Slaves ; l'Autriche avec la Bohême conquise aux Slaves et avec la Hongrie conquise aux Magyars.

- A l'Ouest et au Nord-Ouest, le développement économique détache de l'Empire les morceaux les plus dynamiques : la Hollande, les Flandres, la Suisse, ce que Bakounine exprime en disant que « les pays qui n'ont pas voulu partager l'esclavage traditionnel des Allemands, s'en sont séparés »<sup>10</sup>.

Il rappelle que ce ne fut pas la conquête étrangère, « mais un grand principe moderne » qui a arraché ces pays à l'unité politique de l'Allemagne et qui les en tient encore éloignés : c'est le principe de la liberté. « Au XIV<sup>e</sup> siècle, les villes allemandes de la Suisse se révoltent et fondent une confédération de républiques indépendantes. Entre le XIV<sup>e</sup> et le XV<sup>e</sup> siècle se produit une séparation de plus en plus prononcée entre les villes des Pays-Bas et celles de l'Allemagne, « malgré la solidarité des intérêts que l'institution de la Hanse avait établie entre elles au siècle XIII<sup>e</sup> ». Au début du XVI<sup>e</sup> siècle, deux villes rhénanes, Schaffhouse et Bâle, se séparent de l'Empire et rejoignent la confédération helvétique. Au XVI<sup>e</sup> siècle encore se consomme définitivement la séparation de la Hollande :

« De sorte que, l'histoire en main, on peut prouver que les frontières de l'Empire germanique se déterminèrent successivement par la naissance de la liberté dans différents pays, et qu'à mesure que la liberté s'étendait davantage, cet empire, l'objet des rêves patriotiques des Allemands, se rétrécissait. »<sup>11</sup>

Que se passe-t-il donc dans l'Empire lui-même ? « Le développement des intérêts matériels qui, dans tout autre pays, aurait nécessairement amené et provoqué un nouveau développement intellectuel et politique, pendant près de deux siècles ne produisit presque rien en Allemagne. » Anticipant sur Max Weber, Bakounine déclare que les Pays-Bas « doivent

---

<sup>10</sup> Bakounine, *L'Empire Knout-germanique*, Œuvres Champ libre, t. VIII, p. 396.

<sup>11</sup> Bakounine, *L'Empire Knout-germanique*, Œuvres Champ libre, t. VIII, p. 397.

leur naissance politique au protestantisme, qui les tira du néant par la première révolution populaire triomphante en Europe »<sup>12</sup>.

Dans un texte datant de 1864, le « Programme d'une société internationale secrète de l'émancipation de l'humanité », il imagine ce que serait une société protestante pure. C'est, dit-il, « la religion du saint égoïsme : "Chacun pour soi et Dieu pour tous" – mot chéri des bourgeois de tous les pays et qui explique peut-être l'espèce de solidarité qui a toujours existé entre la bourgeoisie et le Protestantisme. » (*Je souligne.*)

Le mouvement protestant « imprima à la jeune nation hollandaise un essor industriel, commercial, artistique et même scientifique et philosophique qui transforma bientôt cette petite Hollande en un pays aussi riche que puissant et qui devint plus tard le refuge de tous les libres penseurs »<sup>13</sup>. On pense à ce que disait Max Weber des Pays-Bas : « La petite et moyenne bourgeoisie, classe en pleine ascension où se recrutaient principalement les entrepreneurs, était ici comme ailleurs composée, pour la plus grande part, de "typiques" représentants à la fois de l'éthique capitaliste et de la religion calviniste »<sup>14</sup>

Partout le protestantisme a produit « l'esprit de liberté et d'initiative spontanée », dit Bakounine, donnant à la classe moyenne et aux corporations ouvrières des villes un essor vigoureux et puissant, en Suisse, dans les Pays-Bas, en Angleterre, « et même en France malgré que le protestantisme ait fini par y être vaincu ». Pourquoi donc en Allemagne, où il a complètement triomphé, n'a-t-il produit pendant « deux siècles mortels que le despotisme à la fois brutal et stupide de ses princes, l'arrogance aussi insolente pour l'en-bas que servile vis-à-vis de l'en-haut de sa noblesse crassement ignorante, et la soumission résignée et abjecte de ses classes laborieuses » ?<sup>15</sup>

Le caractère particulier de la Réforme en Allemagne ne s'explique sans doute que par l'examen de la « réaction, pourtant évidente, des institutions politiques, juridiques et religieuses sur la situation économique » que Bakounine préconise comme méthode en histoire. C'est d'ailleurs le point de vue auquel se place également Max Weber, qui entend « faire comprendre de quelle façon les "idées" deviennent des forces historiques efficaces »<sup>16</sup>.

---

<sup>12</sup> Bakounine, *L'Empire Knout-germanique*, Œuvres Champ libre, t. VIII, p. 416.

<sup>13</sup> *L'Empire knouto-germanique*, fragment D.

<sup>14</sup> Max Weber, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Plon, p. 67.

<sup>15</sup> Bakounine, *L'Empire Knout-germanique*, Œuvres Champ libre, t. VIII, p. 416.

<sup>16</sup> Max Weber, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Plon, p. 106.

La Confession d'Augsbourg, présentée par Luther et Mélanchton à l'empereur et aux princes d'Allemagne, avait « posé les scellés sur tout mouvement ultérieur dans le pays. Elle pétrifiait le libre essor des âmes, reniant même cette liberté des consciences individuelles au nom de laquelle la Réformation s'était faite, leur imposant comme une loi absolue et divine un dogmatisme nouveau, sous la garde de princes protestants reconnus comme les protecteurs naturels et les chefs du culte religieux ». Il se constitue ainsi une Église nouvelle plus absolue que l'église catholique, qui devient, aux mains des princes protestants, un « instrument de despotisme terrible ».

Il est significatif que Bakounine n'entre pas dans les débats sur le dogme, bien que de nombreuses allusions montrent qu'il était au fait des différences entre catholicisme et protestantisme sur cette question. Il s'attache au rôle historique et politique de la Réforme. Le protestantisme allemand est ainsi constamment caractérisé par la négation dans les faits, de la liberté de conscience, par la soumission de l'Église au pouvoir politique, et par l'acceptation passive de tout statu quo politique et social, par ce que Bakounine appelle la « propagation systématique de la doctrine de l'esclavage », et que Max Weber définit comme la doctrine qui « identifie l'obéissance inconditionnée à Dieu et la soumission inconditionnée à la situation donnée ».

Si Bakounine constate chez les calvinistes des Pays-Bas et d'Angleterre une « prosternation d'esclaves » devant Dieu, ils ont cependant une « fierté révolutionnaire et virile en face des hommes »<sup>17</sup> qui ne prédispose pas à l'acceptation de l'oppression politique. Ainsi, les huguenots français du XVI<sup>e</sup> siècle avaient-ils compris que « le renversement du pouvoir temporel de la royauté devait être la conséquence nécessaire de l'abolition du pouvoir spirituel de l'Église »<sup>18</sup>. La revendication de la liberté religieuse est ainsi clairement désignée comme une revendication politique. La lutte entre catholiques et huguenots au XVI<sup>e</sup> et au XVII<sup>e</sup> siècle en France n'était pas la lutte du despotisme contre la liberté mais la lutte entre deux forces qui aspiraient au pouvoir. Le vaincu est présenté comme la victime et on oublie les « saint Barthélemy », non moins nombreuses, dont les catholiques firent les frais.

Le révolutionnaire russe a l'intuition d'un phénomène qui pourrait expliquer la différence entre les destinées politiques de l'Allemagne et des autres nations converties au protestantisme, mais il ne la formule pas explicitement. Il indique par exemple en quoi l'action de Zwingli, opposé aux thèses de Mélanchton au concile de Strasbourg, a épargné à la Suisse

---

<sup>17</sup> Bakounine, *L'Empire Knout-germanique*, Œuvres Champ libre, t. VIII, p. 389.

<sup>18</sup> *Ibid.*, 388.



l'introduction de ce qu'il appelle la « constitution de l'esclavage » qui, au nom de Dieu, « consacrait le pouvoir absolu des princes », c'est-à-dire la soumission de l'Église au pouvoir politique. Max Weber évoque également les rapports de Luther et de Zwingli, animé d'un « esprit différent », et qui se continuèrent dans les rapports de ses successeurs spirituels avec le calvinisme :

« La Réforme demeure inconcevable sans l'évolution religieuse de Luther ; elle a été pour longtemps marquée par la personnalité de ce dernier. Toutefois son œuvre n'aurait pas duré extérieurement sans les calvinistes <sup>19</sup>. »

De fait, Weber dit que c'est à partir des créations de Calvin, et non du luthérianisme, qu'il fait l'étude de l'éthique du protestantisme ; que c'est le calvinisme qui est « la foi au nom de laquelle au XVI<sup>e</sup> et au XVII<sup>e</sup> siècle ont été menées de grandes luttes politiques et culturelles dans les pays capitalistes avancés : Pays-Bas, Angleterre, France. » Or, les régions de l'Empire allemand qui se sont détachées du corps principal pour développer une économie capitaliste dans le cadre d'une unité politique autonome présentent toutes le point commun d'être protestantes, certes, mais *pas luthériennes* : elles ont en outre toutes développé une idéologie fondée sur la non-ingérence du politique sur le religieux, au contraire de l'Allemagne où la religion est totalement sous le contrôle des princes.

Bakounine rappelle d'ailleurs que tout ministre luthérien, en Prusse, doit signer, avant d'entrer en fonctions, une déclaration qui « égale en servilité les obligations qui sont imposées au clergé russe » <sup>20</sup>. Les ministres luthériens de Prusse faisaient le serment d'être soumis à leur seigneur le roi, d'inculquer l'obéissance à leurs ouailles, de dénoncer au gouvernement toute entreprise contraire aux intérêts du souverain, ce qui reflète des rapports entre Église et État qui ne sont pas particulièrement favorables à la liberté de conscience...

Les calvinistes quant à eux, considéraient comme insupportable la moindre ingérence de l'État dans le domaine politique. L'octroi des charges ecclésiastiques par l'État était une injure à Dieu. Weber écrit que l'armée de Cromwell « prit fait et cause pour la liberté de conscience » et que « le parlement des "saints" plaide même en faveur de la séparation de l'Église et de l'État », ce qui confirme l'opinion de Bakounine selon qui Cromwell fut l'expression la plus pure et la plus complète d'une

---

<sup>19</sup> Max Weber, *op. cit.*, p. 103.

<sup>20</sup> Bakounine, *L'Empire Knout-germanique*, Œuvres Champ libre, t. VIII, p. 81.

« profonde révolution à la fois religieuse, libérale et égalitaire »<sup>21</sup>. Il n'est pas certain que les catholiques irlandais massacrés par les armées de Cromwell partageaient ce point de vue.

Bakounine avait observé et décrit le phénomène historique qu'est la Réforme comme un facteur important de l'expansion capitaliste de l'Europe, et il a entrevu, dans leurs grandes lignes, les développements qu'en tirera Max Weber cinquante ans plus tard. La concordance entre capitalisme et protestantisme n'était d'ailleurs pas une idée particulièrement originale, puisque le roi de Prusse Frédérick-Guillaume I<sup>er</sup>, dans un registre tout à fait pragmatique, considérait les mennonites comme indispensables à l'industrie de son pays, malgré leur refus absolu du service militaire. La Réforme constitua un événement charnière de l'histoire de l'Europe, et les interrogations de Bakounine visent, en particulier, à découvrir ce qui, dans cet événement, a mal tourné en Allemagne.

Partisan de ce qu'on pourrait appeler la recherche multidisciplinaire, Bakounine pense que les comportements collectifs des hommes sont explicables, certes, mais que les interactions sont tellement nombreuses qu'on ne peut saisir l'ensemble des paramètres en jeu : il faudrait, dit-il, « avoir connaissance de toutes les causes, influences, actions et réactions qui déterminent la nature d'une chose », ce qui est impossible. En cela, il est, là encore, rejoint par Max Weber qui constate « l'énorme enchevêtrement d'influences réciproques entre bases matérielles, formes d'organisation sociales et politiques, teneur spirituelle des époques de Réforme ».

La période qui va de la réforme au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle se caractérise, en Allemagne, par un grand vide politique et culturel. La Réforme, selon Bakounine, a produit un État de type nouveau, « l'État proprement allemand »<sup>22</sup>, constitué d'abord de beaucoup de petits États autonomes et absolus très mal fédérés entre eux. L'Empire ne réussit jamais à se relever du coup que lui avait porté le protestantisme, et il traîna, après la paix de Westphalie, « une existence de paralytique pendant un siècle et demi, jusqu'à ce qu'enfin, anéanti et déclaré dissous par Napoléon I<sup>er</sup>, il disparut de la scène au commencement de ce siècle ». L'empire d'Autriche, son successeur amoindri, paraît devoir bientôt subir le même sort.

La paix de Westphalie est la conclusion d'une guerre de trente ans entre catholiques et protestants, qui commença en 1607 et qui ravagea l'Allemagne. Commencé sous des prétextes religieux, elle déboucha rapidement en guerre « banale » fondée sur la rivalité politique entre la France et l'Empire allemand. L'empereur d'Allemagne, catholique, était en train

---

<sup>21</sup> Bakounine, *L'Empire Knout-germanique*, Œuvres Champ libre, t. VIII, p. 387.

<sup>22</sup> Bakounine, *L'Empire Knout-germanique*, Œuvres Champ libre, t. VIII, p. 384.

d'écraser le protestantisme. Mais une victoire trop complète aurait accru considérablement sa puissance et son influence. La France intervint donc pour maintenir un équilibre des forces et soutint les États protestants d'Allemagne... Un partage complexe d'influences résulta de cette paix : sauf dans les domaines héréditaires des Habsbourg, chaque religion devait tolérer une minorité de la religion adverse. Un partage territorial en résulta également : c'est alors que la France acquit l'Alsace, sauf Strasbourg, dont la plus grande partie était protestante.

Le pape Urbain VIII lui-même craignait un empereur allemand trop fort, qui serait trop tenté de l'intéresser aux affaires italiennes. Aussi soutint-il la France (contre l'empereur allemand catholique !), refusa de condamner l'alliance des Français avec les protestants, envoya gentiment promener l'ambassadeur impérial allemand qui voulait lancer une croisade et déclara que ce n'était pas là une guerre de religion mais une affaire entre États. La *Realpolitik* reprenait le dessus. Le successeur d'Urbain VIII protesta contre les termes du traité mais ne put rien y changer.

Sous le rapport intellectuel et social également, ce fut un « anéantissement complet » : avant la Réforme, une multitude d'esprits supérieurs ont fait la gloire de l'Allemagne ; Érasme, Reuchlin, Ulrich von Hutten, Zwingle, Œcolampade, Carlostadt, Franz von Sickingen, Götz von Berlichingen, Thomas Münzer, Jean de Leyde, Albert Dürer, Holbein, « et bien d'autres dont les noms ne me reviennent pas », dit Bakounine. Pendant la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle, rien. Deux noms seulement pour tout le XVII<sup>e</sup> siècle : Kepler et Leibniz, « d'ailleurs parfaitement étrangers tous deux à la vie nationale de l'Allemagne ; tellement étrangers qu'ils n'écrivaient pas même en allemand ». Il faut attendre le XVIII<sup>e</sup> siècle avec Frédéric II, qui considérait que la langue allemande n'était bonne que pour parler aux chevaux, et Lessing, « le vrai créateur de la littérature allemande », pour voir cesser cette « pénurie désolante d'hommes ».

Les déterminismes historiques qui ont façonné l'Allemagne n'ont pas été les mêmes en France, où le catholicisme, « soutenu par l'État », a triomphé du protestantisme. Bakounine conteste ceux qui affirment que « cette victoire du catholicisme – victoire sanglante et inhumaine s'il en fut – comme un véritable triomphe pour la Révolution »

« Le catholicisme, prétendent-ils, était alors l'État, la démocratie, tandis que le protestantisme représentait la révolte de l'aristocratie contre l'État et par conséquent contre la démocratie. »<sup>23</sup>

---

<sup>23</sup> *L'Empire knouto-germanique.*

C'est avec de telles absurdités, « aussi dégoûtantes que révoltantes », qu'on habitue les masses à « considérer leurs exploiters sanguinaires, leurs ennemis séculaires, leurs tyrans, les maîtres et les serviteurs de l'État, comme des organes, des représentants, des héros, des serviteurs dévoués de leur émancipation. » A tout prendre, Mgr Veuillot est « plus franc, plus logique et plus vrai » lorsqu'il établit une similitude entre la Saint-Barthélemy et le massacre des communards. Le calvinisme, selon le révolutionnaire russe, « protestation énergique et armée, représentait la révolte, la liberté, l'humanité, la destruction de l'État ; tandis que le catholicisme c'était l'ordre public, l'autorité, la loi divine, le salut de l'État par l'Église et de l'Église par l'État, la condamnation de l'humaine société à un asservissement sans limite et sans fin ». Ainsi, l'abolition de l'édit de Nantes, qui a banni les « populations protestantes, les plus industrieuses et les plus riches des pays », fut un fait désastreux pour la France :

« C'est parce que le protestantisme a été défait en France, que le peuple Français a perdu ou n'a point acquis les mœurs de la liberté ; c'est parce que cette tradition et ces mœurs lui manquent, qu'il n'a point ce que nous appelons la *conscience politique* aujourd'hui, et c'est parce qu'il est privé de cette conscience que toutes les révolutions qu'il a faites jusqu'ici n'ont pas même pu lui donner ou lui assurer la liberté politique – A l'exception de ses grands jours révolutionnaires, qui sont ses jours de fête, le peuple français reste aujourd'hui comme hier un peuple esclave. »<sup>24</sup>

Plaidoyer surprenant de la part de Bakounine. Mais il faut comprendre le contexte : nous sommes au lendemain de l'écrasement de la Commune de Paris ; la réaction versaillaise se manifeste par un retour en force de l'Église catholique sur la scène politique, comme outil de contrôle social des masses. A l'assemblée de Versailles se trouvent, dit Bakounine, des « croyants fanatiques et colères » qui, pour leur dieu, « ne demandent pas mieux que d'exterminer les hommes par milliers, par dizaines, par centaines de milliers ».

Plus que jamais le pouvoir politique se rend compte qu'il a besoin de son allié principal, la religion. Comme c'est à une réaction catholique que nous avons à faire, le protestantisme apparaît à Bakounine comme un moindre mal, puisqu'il avait « accompagné le mouvement émancipateur des peuples dans tous les autres pays, en Suisse, en Hollande, en Angle-

---

<sup>24</sup> *L'Empire knouto-germanique.*

terre, en Suède et plus tard en Amérique, en France même tant qu'il n'y fut point vaincu »<sup>25</sup>.

La religion protestante reste malgré tout un phénomène ambivalent. Elle fit faire à l'humanité un « grand pas vers son émancipation politique et sociale à la fois » ; elle fut à l'origine du « premier élan sérieux du républicanisme démocratique dans l'histoire moderne ». Le protestantisme consolida les libertés nationales de la Suisse, donna naissance à la Hollande, « inspira les presbytériens et les puritains de l'Écosse et de l'Angleterre et créa les États-Unis de l'Amérique du Nord ». Mais en plusieurs occasions Bakounine précise que ces « progrès » furent involontaires, ils n'étaient pas inscrits dans l'idée fondamentale du protestantisme. Ce sont des effets induits qui furent une « conséquence historique nécessaire, indépendante de son dogme et plutôt contraire que conforme à sa volonté »<sup>26</sup>.

Le protestantisme a « fondé l'indépendance de l'homme contre les hommes et des nations contre les prétentions despotiques des papes », il a apporté malgré lui et par le seul fait de sa révolte contre l'Église le « commencement de la liberté extérieure », mais il nia par contrecoup la liberté intérieure, « celle de l'homme vis-à-vis de lui-même et de Dieu ».

« Dans tous les pays de l'Europe, où le protestantisme prend la religion au sérieux, il s'allie avec l'Église catholique romaine contre les droits de l'homme, contre la liberté, contre l'humanité. On s'en est étonné, on l'accuse souvent de trahir son principe, tandis qu'au contraire, jamais il ne lui fut tant fidèle »<sup>27</sup>. »

Né après la Renaissance, le protestantisme a « rallumé dans le monde le génie de la science libre, le culte du beau, la pure humanité ». Cette pulsion fut trop puissante pour que le « fanatisme des sectes protestantes » ait pu la vaincre. Malgré son intolérance, le protestantisme a « sans le vouloir » contribué à l'émancipation de l'esprit individuel en le délivrant du joug de l'Église et en le rendant « juge indépendant de sa religion » – quoi qu'il se soit empressé de « circonscrire cette liberté dans les limites de la bible ». Mais une impulsion fut donnée, l'esprit ne se laissa plus lier et grâce à l'exégèse, à la philologie, à l'histoire, il créa le rationalisme d'abord, puis la philosophie, « et finit par faire la révolution ». Bakounine fait remarquer que la rivalité des sectes protestantes ne permit pas d'introduire dans les

---

<sup>25</sup> *Écrit contre Marx.*

<sup>26</sup> Programme d'une société internationale secrète de l'émancipation de l'humanité. Sept-oct. 1864.

<sup>27</sup> *Ibid.*

pays protestants une tyrannie plus durable et complète que dans les pays catholiques.

L'origine de la tolérance toute relative du protestantisme se trouve dans les « circonstance extérieures », non dans sa doctrine. Le protestantisme a

« brûlé, torturé et fouetté les hérétiques aussi bien que le catholicisme. Ouvrez Macaulay, vous trouverez dans son histoire d'Angleterre, les preuves de cette tolérance protestante au XVII<sup>e</sup> siècle. Vous retrouverez la même chose en Amérique à la naissance des États Unis, dans l'histoire des Pays-Bas et de la Suisse. Rappelez vous comme Luther et le doux Melancthon ont prêché aux Princes et à la noblesse effrayée de l'Allemagne, la destruction et le carnage contre les paysans révoltés. – C'est toujours la même douceur évangélique, le même goût du sang théologique, la même divine cruauté pour la plus grande gloire de Dieu, dans les Protestants, comme dans les Jésuites, leurs adversaires implacables et en même temps toujours leurs amis – Parce qu'au fond, les uns comme les autres, avec des mots différents, veulent précisément la même chose : l'absolutisme, l'esclavage, la dégradation de l'humanité<sup>28</sup>. »

Dans la première d'une série de trois conférences aux ouvriers du val de Saint-Imier, Bakounine dresse un tableau dans lequel il tente d'expliquer que la Réforme fut un des événements fondateurs du monde moderne, « le monde de la civilisation bourgeoise ». Nous sommes en 1871, le révolutionnaire russe est très impliqué dans l'Internationale. Son intention est manifestement pédagogique.

En détruisant la toute-puissance de l'Église, la Réforme a contribué à la ruine du monde féodal et donna un essor à l'émancipation de la bourgeoisie, elle-même préparée pendant deux siècles par le développement des libertés communales, du commerce, de l'industrie. La première conséquence de la Réforme, dit Bakounine, fut donc la consolidation du pouvoir d'État : constitutionnel en Angleterre, absolu sur le continent – hors la Suisse et les Pays-Bas.

Il convient d'examiner la pertinence de l'analyse du révolutionnaire russe.

Bakounine se trompe sur un point : le pouvoir de l'État en Angleterre ne fut pas renforcé par la Réforme luthérienne ou calviniste mais par un tout autre processus, même s'il s'accompagna d'une remise en cause de la prééminence de Rome. Le rejet de l'autorité papale ne fut pas un phéno-

---

<sup>28</sup> Programme d'une société internationale secrète de l'émancipation de l'humanité.

mène issu de la masse, il résulta d'une véritable révolution politique déclenchée par Henry VIII : le monarque anglais décida de se substituer au pape pour des raisons de politique intérieure. Thomas More rappela alors au roi que cette décision le mettait en théorie à la tête de l'Église catholique... il y avait donc deux Églises catholiques en Angleterre – une impossibilité, bien sûr. Mais en dehors de savoir qui était à leur tête, rien ne distinguait les deux Églises. Henry VIII portait fièrement le titre de « Défenseur de la foi » que lui avait accordé le pape pour sa défense des sept sacrements contre le luthérianisme.

Cela est si vrai que les rebelles américains qui, au XVIII<sup>e</sup> siècle, luttaient pour leur indépendance, et qui eux, étaient *protestants*, ne faisaient aucune différence entre les deux Églises. Pape de Rome ou pape de Londres, même combat : tous les deux entendaient maintenir une hiérarchie ecclésiastique centralisée, à laquelle les « vrais » protestants s'opposaient<sup>29</sup>. La Réforme d'Henry VIII ne consista pas à transférer les pouvoirs détenus par le pape vers l'Église d'Angleterre, mais à les transférer à lui-même. Il ne s'agissait pas d'un catholicisme sans pape mais d'un catholicisme avec lui-même comme pape<sup>30</sup>.

Le fait que la remise en cause par Henry VIII de l'autorité du pape soit survenue au moment même où la « vraie » réforme se déroulait sur le continent est une coïncidence. Il va de soi qu'une telle coïncidence pourra être interprétée comme étant la volonté de Dieu. La « Réforme » opérée par Henry VIII fut aussi l'acte de naissance du premier État-nation dans le sens moderne du mot ; mais elle fut aussi l'acte de naissance de la première monarchie absolue.

---

<sup>29</sup> On néglige souvent le fait que les États-Unis ne sont en réalité pas une nation *moderne*. Le pays s'est constitué avec des colons qui, au nom des anciennes valeurs, rejetaient les principes qui se sont développés avec la Renaissance et les Lumières. Ces gens-là rêvaient d'opérer un retour en arrière. Les États-Unis, c'est l'Europe d'avant le siècle des Lumières qui s'est transplantée sur un autre continent. Pendant que les premiers Américains tentaient de reconstruire le passé, l'histoire de l'Europe continuait. Même en tenant compte que la population des États-Unis a considérablement changé depuis l'époque des premiers colons, l'empreinte idéologique des premiers occupants reste très prégnante.

La société des États-Unis s'est développée sur des fondements féroce­ment anti-catholiques (et par conséquent anti-anglicans). Ainsi, quand au Québec le « Test Act », ensemble de lois qui interdisait aux catholiques d'accéder à des fonctions officielles – fut abrogé en 1774, les colons américains ont interprété cela comme une concession intolérable au papisme, un danger potentiel pour leurs « libertés » : ils ont déclaré la guerre au Canada, dont la capitale fut brièvement assiégée. Il faut être extrêmement prudent lorsqu'on déclare que les Américains et les Européens ont les mêmes valeurs.

<sup>30</sup> Il fallut une décision du Parlement pour autoriser l'ordination de femmes prêtres en 1992. Il faut encore l'approbation du Premier ministre – agissant au nom de la Couronne – pour nommer un évêque : le Premier ministre peut choisir entre deux noms.

Enfin, elle donna lieu à une fantastique manipulation de masse et de réécriture de l'histoire d'un pays par le pouvoir en place<sup>31</sup>.

## Le clergé, classe dominante

Aux auditeurs qui l'écoutent lors de sa conférence au Val Saint-Imier, Bakounine propose d'examiner « les rapports des classes, leur situation politique et sociale après la Réformation. » A tout seigneur, tout honneur, commençons par la classe des prêtres – pas seulement les prêtres catholiques mais « tous les individus qui vivent du culte divin et qui nous vendent le bon Dieu tant en gros qu'en détail », c'est-à-dire également les pasteurs protestants.

Un détour par le Moyen Age permettra de mieux appréhender le problème. Bakounine considère en effet que le clergé a été une classe dominante pendant la première moitié du Moyen Age. Du IV<sup>e</sup> siècle, où l'Église devient officielle sous l'empereur Constantin, au XI<sup>e</sup> siècle, où elle soumet l'empereur d'Allemagne, elle est la première force politique et sociale d'Europe.

Cette opinion convient d'être nuancée, même si la trame générale esquissée par Bakounine reste pertinente. En effet, l'Église des tout premiers siècles fut soumise à la puissance impériale, sa protectrice. L'empereur avait le devoir de protéger l'Église aussi bien que d'assurer la pureté du dogme. L'immixtion de l'autorité politique dans les affaires doctrinales étaient fréquentes et n'apparaissent pas comme choquantes<sup>32</sup>.

Ainsi, lorsque Bakounine écrit que « l'Église et les prêtres, le pape en tête, étaient les vrais seigneurs de la terre »<sup>33</sup>, il occulte les conflits qui, dans un premier temps, ont poussé l'Église à vouloir se rendre indépendante du pouvoir temporel. Le Saint Empire Romain germanique – les termes ne sont pas innocents – se voulant le successeur de Rome, était enclin à maintenir la soumission de l'Église à l'empereur. Mais l'Église, qui est maintenant fortement structurée, avait quant à elle tendance à considérer que puisque l'empereur était chrétien, il devait être soumis à

---

<sup>31</sup> Ce n'est pas le lieu de développer ce point dans la mesure où il sort de notre propos concernant Bakounine. A partir d'Henry VIII, le christianisme d'avant la Réforme – identifié au catholicisme – est présenté comme étant intrinsèquement corrompu, rempli de superstitions, de telle manière que le peuple ne pouvait pas ne pas vouloir s'en débarrasser. Une intense propagande anti-catholique s'abattit sur le peuple anglais. La réalité est plus triviale. La religion traditionnelle telle que pratiquée par le peuple ne montrait aucun signe de déclin. Elle se montrait au contraire parfaitement adaptée à faire face aux évolutions nécessaires, qu'il s'agisse de la multiplication des livres en langue vernaculaire ou de son adaptation au culte des saints locaux. Par ailleurs, si les papes pouvaient abuser de leur pouvoir en politique, ce n'était pas systématiquement le cas et ce n'était pas *forcément* pour la mauvaise cause.

<sup>32</sup> Cf. *Les clés du pouvoir au Moyen Age*, Jeannine Quillet, Flammarion.

<sup>33</sup> Bakounine, « Trois conférences... »



elle. Et cette supériorité spirituelle, elle n'hésita pas à en faire usage ; l'empereur Théodose fut ainsi excommunié en 390. L'Église dut batailler ferme pour se rendre indépendante du pouvoir politique de l'empereur. A une époque où la vision religieuse du monde prédomine et imprègne tous les esprits, la prépondérance du pouvoir spirituel était inévitable dès lors que l'Église était parvenue à se constituer comme puissance organisée. Mais devenue indépendante du pouvoir politique, elle ne pouvait pas éviter de s'impliquer elle-même dans la politique du temps – d'autant que les structures politiques de l'Occident s'effondraient. Il ne restait plus que l'Église comme force organisée. Dès lors, la primauté du spirituel est établie – c'est-à-dire la primauté politique détenue par le pouvoir spirituel. Ce n'est que progressivement que ce processus eut lieu, favorisé par l'éclatement de l'empire et la constitution de nombreux « royaumes barbares ». La suprématie pontificale parvint à s'imposer dans un contexte de déficience de l'autorité politique.

Lorsqu'un empereur se fait couronner par le pape, il se met d'une certaine manière sous sa dépendance : c'est ce qui arriva à Charlemagne. Mais les choses ne sont pas si simples. En effet, le pape Léon III se trouvait en mauvaise posture et accusé de crimes contre la morale, et c'est Charlemagne qui le sortit de ce mauvais pas ; c'est juste après qu'il se fit couronner empereur. Là encore, donnant, donnant. Bien que l'interpénétration des fonctions politiques et religieuses soient extrêmes à l'époque, le pape est encore largement sous la dépendance du pouvoir temporel : l'empereur est le protecteur de l'Église. Cette situation est largement liée à la personnalité même de l'empereur et à son incontestable autorité morale. Cependant, en se faisant couronner par le pape, Charlemagne inaugurerait une situation où, potentiellement, le monarque se mettrait sous la dépendance de Rome. Il suffira que ses successeurs n'aient pas l'autorité morale ou la puissance politique nécessaire...

C'est ce qui arriva. La succession de Charlemagne provoqua une crise qui inversa la tendance jusqu'alors dominante et poussa l'autorité pontificale sur le devant de la scène. Au IX<sup>e</sup> siècle, les papes exercèrent un contrôle étroit sur les souverains. On ne manquera pas de rappeler que c'est le pape qui avait sacré Charlemagne. Louis le Pieux, son successeur, est déposé – certes pas à l'initiative du pape, mais des évêques. Lothaire est excommunié en 860 pour avoir divorcé de Theberge. En 883, le pape Grégoire IV déclare que « le gouvernement des âmes, qui appartient au Pontife, est supérieur au gouvernement impérial, qui est temporel... »

Lorsque le pape Etienne II met fin à la dynastie mérovingienne en soutenant la candidature de Pépin le Bref, maire du palais, à la fonction royale,

il confirme et renforce l'autorité politique de l'Église. Le pape ne défait pas seulement les rois, il les fait. Le souverain choisi par le pape, donc par Dieu, est de ce fait tenu de le servir. Donnant donnant, encore. Pépin le Bref intervint contre les Lombards en faveur du pape. Il fit également autre chose : il « restitua » au pape l'exarchat de Ravenne, stratégiquement important dans la politique d'expansion territoriale de l'Église. « Restitution » est une formule de style car ce territoire n'appartenait pas à Pépin mais à l'empereur de Byzance.

Ce n'est qu'à ce moment-là que se met en place le scénario que décrit Bakounine, caractérisé par la lutte des monarques contre la suprématie papale. La doctrine dominante veut que les monarques détiennent leur pouvoir de Dieu, par l'intermédiaire du pape. Les autorités politiques des États sont donc entièrement subordonnées à l'Église. Le clergé, dit Bakounine, avait pour lui la force des armées, la puissance économique et une organisation hiérarchique efficace.

« D'après la doctrine de l'Église, dit-il, les autorités temporelles de tous les pays, les monarques les plus puissants, les empereurs et les rois n'avaient de droits qu'autant que ces droits avaient été reconnus et consacrés par l'Église<sup>34</sup>. »

Ce n'est qu'après une longue lutte que les rois de France finirent progressivement par détenir leur charge directement de Dieu, se libérant ainsi d'un encombrant intermédiaire. Peut-être faut-il voir là l'origine de l'idée selon laquelle la monarchie française est la « fille aînée de l'Église<sup>35</sup> » : parce qu'elle est la première à s'être dégagée de son emprise politique... Bakounine souligne cependant que l'État et l'Église sont « deux pôles inséparables quoique toujours opposés »<sup>36</sup>, deux institutions qui s'engendrent l'une l'autre mais qui, comme c'est toujours le cas lorsque deux centres d'autorité coexistent, ne peuvent subsister qu'en situation de conflit et par la soumission de l'un à l'autre.

### **L'État, « le frère cadet de l'Église »**

Dire que Bakounine et Marx se différencient par leur théorie de l'État est peu dire. Bakounine aborde cette question sous un angle totalement

---

<sup>34</sup> « Trois conférences... »

<sup>35</sup> L'origine de cette expression ne fait pas l'unanimité. La relation spirituelle qui lie la France à l'Église remonte à l'époque carolingienne, mais il semble que l'expression même de « France, fille aînée de l'Église » n'est attestée pour la première fois qu'en 1841.

<sup>36</sup> « La théologie politique de Mazzini et l'Internationale », 1871.

différent. Il envisage la fonction-pouvoir, qui se présente sous deux aspects, théologique et politique, l'Église et l'État. Contrairement à Marx, Bakounine n'a jamais considéré que la critique de la religion était achevée. La critique de la religion reste une préoccupation constante, en ce sens qu'elle est un aspect non pas subordonné mais intégrant de la critique du pouvoir, car le pouvoir revêt, même sous des oripeaux laïques, un aspect religieux : l'idéologie est une force matérielle. L'histoire a largement donné raison à Bakounine : le développement des forces productives, l'amélioration sensible des conditions de vie d'une partie importante de la population de la planète rend plus que jamais actuelle la critique de la religion.

Bien des aspects de la vie politique prennent des formes religieuses, ce que Stirner s'est tout particulièrement attaché à montrer, rencontrant de la part de Marx une incompréhension totale. L'État, rappelle souvent Bakounine, est « le frère cadet de l'Église »<sup>37</sup> : les premières formes de pouvoir apparues dans l'histoire ont revêtu un caractère sacerdotal. Dans sa critique de Mazzini, Bakounine parle souvent aussi de la notion d'Église-État. Ses analyses sur ce sujet sont peut-être une préfiguration du schéma trifonctionnel des sociétés indo-européennes de Georges Dumézil, par sa distinction de la fonction pouvoir en pouvoir théocratique et pouvoir juridico-politique ; et, en faisant une analogie plus large, par sa distinction tripartite des constituants de la société en producteurs, classe dominante et État, ce dernier étant en l'occurrence un élément à part entière, au contraire du schéma marxien. On comprend mieux, dès lors, que la notion de clergé-classe dominante puisse aisément s'intégrer dans le système de pensée bakouninien, mais pas du tout dans celui de Marx.

Le déclin du pouvoir de l'Église a les mêmes causes que celles qui ont provoqué le déclin de l'aristocratie féodale : le développement des échanges, de la circulation monétaire, l'apparition du capital marchand, le développement des villes qui affaiblirent les couches dont les revenus étaient fondés sur la propriété foncière<sup>38</sup>. Marx a décrit cette évolution, qui aboutit au renforcement du pouvoir royal. Bakounine, en ce qui le concerne, met l'accent sur un point intéressant qui touche plus particulièrement la sphère du politique : lorsque le droit souverain fut reconnu comme précédant immédiatement de Dieu, le pouvoir fut proclamé absolu. « C'est ainsi que sur les ruines du despotisme de l'Église fut élevé l'édifice du despotisme monarchique. L'Église, après avoir été le maître, devint la servante de l'État,

---

<sup>37</sup> Conférence aux ouvriers du Loche et de la Chauds de Fonds.

<sup>38</sup> Le refus, par l'Église, du prêt à intérêt peut à ce titre être interprété comme une tentative d'empêcher le développement d'une économie monétaire qui saperait les fondements de son pouvoir

un instrument de gouvernement entre les mains du monarque<sup>39</sup>. » Ainsi, comme lors du passage de la société monarchique à la société bourgeoise, la classe qui perd sa position hégémonique ne disparaît pas, elle subsiste en se subordonnant au nouveau pouvoir.

Le conflit que décrit Bakounine entre pouvoir temporel et spirituel n'est pas un conflit linéaire dans lequel les monarques se libèrent de la tutelle de Rome. Il y a des hauts et des bas. C'est une bataille dans laquelle chaque camp marque des points.

Au X<sup>e</sup> siècle, la papauté connaissait une situation de décadence due à l'emprise des empereurs allemands. L'Église du XI<sup>e</sup> siècle va entreprendre un vaste mouvement de réformes. L'antagonisme entre les deux pouvoirs se manifestait à travers la question de savoir qui nommait les évêques : l'empereur ou le pape. La nomination des évêques par l'empereur procédait de l'idée que le pouvoir politique avait un côté manifestement sacerdotal. Grégoire VII mènera une politique visant à dépouiller le pouvoir impérial de son contenu religieux, condition nécessaire pour garantir l'indépendance du pouvoir de l'Église. Mais d'une certaine manière, il laïcise le pouvoir politique et politise le pouvoir religieux. L'Église va donc se trouver légitimée à intervenir dans tous les domaines qui relèvent du pouvoir monarchique. Le pape en viendra à développer l'idée d'un « État universel », selon les termes de Bakounine.

La Réforme, en particulier en Allemagne, est interprétée par Bakounine comme une réaction contre l'Église qui provoque la désorganisation d'une institution dominante, mais qui aboutit à la subordination accrue des populations au pouvoir des princes, ceux-ci profitant de l'atomisation de l'institution religieuse pour devenir des chefs spirituels en subordonnant la religion aux intérêts de l'État. La religion réformée devient religion d'État au service du prince. Au passage, les princes convertis à la Réforme s'approprient les biens colossaux de l'Église... En effet, Bakounine passe à côté d'un élément essentiel qui explique le soutien de certains souverains à la Réforme – et le soutien de nombre de civils à l'Église catholique. Rien de bien spirituel là-dedans.

Commençons par ces « civils catholiques ». Les biens de l'Église étaient inaliénables, et s'étaient accrus au fil des siècles avec les donations que les âmes pieuses lui faisaient pour se faire pardonner leurs fautes. Mais bien que théoriquement très riche, les revenus rentraient mal. C'est qu'il y avait une foule de laïcs – trésoriers municipaux ou royaux, nobles, fonctionnaires qui empochaient une part substantielle des bénéfices des biens

---

<sup>39</sup> « Trois conférences... »

qui leur avaient été confiés. En revanche, nombre de princes soutinrent la réforme pour des raisons tout aussi peu spirituelles. L'argent se dévaluait. Les gouvernements couraient à la banqueroute. Il y avait un énorme besoin de liquidités.

L'inaliénabilité des biens de l'Église ne concernait que l'Église catholique. Il fallait donc renverser l'autorité de Rome pour pouvoir s'en approprier les biens. Ainsi la Suède adopta la Réforme luthérienne parce que le pays était ruiné, que l'État ne pouvait plus survivre s'il ne trouvait pas des revenus et que ce revenu se trouvait entre les mains de l'Église.

Le roi d'Angleterre Henry VIII écouta d'une oreille attentive son conseiller Cromwell qui lui disait que le royaume pouvait s'enrichir des dépouilles des monastères. Un émissaire luthérien, Myconius, venu en Angleterre engager des négociations théologiques, repartit éccœuré. « La seule préoccupation du roi Henry est le revenu de l'Église. Il a arraché l'or et l'argent de la tombe des saints (...) et dépouillé l'Église de ses biens (...) Tel était l'Évangile que voulait Henry<sup>40</sup>. »

La situation était la même dans les pays luthériens et calvinistes : les transferts de propriété se firent au bénéfice e l'État.

L'Église catholique, affaiblie par la Réforme, perd définitivement sa suprématie sur l'État. Ainsi naît le despotisme moderne, dit Bakounine. Aux deux périodes clé de l'histoire de la société monarchique, lorsque les monarques s'affranchissent de la tutelle papale pour leur investiture, et lors de la Réforme, l'affaiblissement de l'institution religieuse s'accompagne d'un transfert accru de pouvoir à l'État et d'une subordination, ou en tout cas d'une dépendance accrue de l'Église envers l'État.

Marx avait bien effleuré l'hypothèse de Bakounine concernant l'Église, mais il ne s'attarde pas. Dans le livre III du *Capital*, il dit en effet :

« C'est ainsi que l'Église catholique, en constituant au Moyen Age sa hiérarchie parmi les meilleures têtes du peuple, sans considération de rang, de naissance et de fortune, a employé le plus sûr moyen de consolider la domination des prêtres et de tenir les laïcs sous le joug. Plus une classe dominante est capable d'accueillir dans son sein les individus éminents des classes dominées, plus son règne est stable et dangereux. »

41

---

<sup>40</sup> Owen Chadwick, *The Reformation*, Penguin Books, p. 385.

<sup>41</sup> Pléiade, II, p. 1275.

On peut regretter que Marx n'ait pas poursuivi dans cette voie. Dans ce passage, il donne des indications intéressantes sur les fondements juridiques et le mode de reproduction de cette classe dominante : la cooptation des élites intellectuelles, et non la propriété individuelle<sup>42</sup>. Évoquant de son côté les différentes classes de l'ancien régime, Bakounine parle de « la classe des prêtres, non héréditaires cette fois, mais se recrutant indifféremment dans toutes les classes de la société »<sup>43</sup>. Il y a là une identité d'analyse chez Bakounine et chez Marx, mais le premier poursuit sa réflexion plus loin.

En résumé des positions de Bakounine sur cette question, on peut dire que le clergé était une classe fondée sur la propriété oligarchique du capital (en l'occurrence, foncier) ; qui se reproduisait par la cooptation des élites de la société ; qui fonctionnait sur la base d'une organisation hiérarchique fortement structurée et soudée par une idéologie globale à vocation universelle. Une telle définition, on le voit, pouvait très bien s'appliquer à la bureaucratie soviétique... Les développements de Bakounine sur les concepts de bureaucratie comme « quatrième classe gouvernementale » et de « bureaucratie rouge » mériteraient donc d'être examinés.

La Réforme constitue en quelque sorte le terme d'un processus qui s'était engagé pendant les deux derniers siècles du Moyen Âge : la lutte des souverains contre le pape, des États européens contre l'Église. La Réforme, dit Bakounine, « mit un terme à cette lutte, en proclamant l'indépendance des États ».

« Le droit souverain fut reconnu comme procédant immédiatement de Dieu, sans l'intervention du Pape ni d'aucun autre prêtre, et naturellement, grâce à cette provenance toute céleste, il fut déclaré absolu<sup>44</sup>. »

Le despotisme monarchique s'est constitué sur les ruines du despotisme de l'Église. L'Église devint la servante de l'État. Dans les pays protestants, « sans en excepter l'Angleterre », le monarque fut déclaré chef de l'Église. Mais il en fut de même dans les pays catholiques, « sans en excepter même l'Espagne ». L'Église, « brisée par les coups terribles que lui avait porté la Réforme », n'était plus capable de se soutenir par elle-même. Elle eut besoin du pouvoir des souverains, qui ne donnent rien pour rien : le seule

---

<sup>42</sup> L'interdiction du mariage des prêtres s'explique fort bien : ils auraient tout naturellement eu tendance à faire des enfants, à qui ils auraient été tentés de léguer les biens dont ils avaient la charge, dépossédant ainsi l'Église de son patrimoine...

<sup>43</sup> Bakounine, *L'Empire Knout-germanique*, Œuvres Champ libre, t. VIII, p. 153.

<sup>44</sup> « Trois conférences aux ouvriers du Val de Saint-Imier » (mai 1871).

vraie religion a toujours été leur propre puissance et leurs finances. Alors qu'elle avait en maintes occasions soulevé les peuples contre les rois, après la Réforme elle devint « dans tous les pays, sans excepter même la Suisse, l'alliée des gouvernements contre les peuples ». Elle devint un agent de contrôle social au service des États : « se donnant pour mission de prêcher aux masses populaires la résignation, la patience, l'obéissance quand même, et le renoncement aux biens et aux jouissances de cette terre, que le peuple, disait-elle, doit abandonner aux heureux et aux puissants de la terre, afin de s'assurer pour lui-même les trésors célestes<sup>45</sup>. »

La noblesse était restée propriétaire presque exclusive de la terre mais elle avait perdu son indépendance politique. Comme l'Église, elle devint la servante de l'État, une servante privilégiée. Elle occupa toutes les fonctions civiles et militaires les plus importantes : « Les plus grands seigneurs féodaux, jadis si indépendants et si fiers, devinrent les valets titrés des souverains. Ils perdirent bien leur fierté et leur indépendance, mais ils conservèrent toute leur arrogance. »

La bourgeoisie fut le principal bénéficiaire de la Réforme. Elle se trouva « complètement délivrée de la tyrannie et du pillage des seigneurs féodaux, en tant que bandits ou pillards indépendants et privés ». Mais elle passa d'une sujétion à une autre : « elle se vit livrée à une nouvelle tyrannie et à un pillage nouveau, et désormais régularisés sous le nom d'impôts ordinaires et extraordinaires de l'État, par ces mêmes seigneurs devenus des serviteurs, c'est-à-dire des brigands et des pillards légitimes de l'État. »

Au début, cette transition du pillage féodal au pillage « beaucoup plus régulier et plus systématique de l'État » parut satisfaire la bourgeoisie. Mais rapidement, les impôts s'accrurent, à cause des guerres incessantes que les États devenus absolus se firent, du luxe croissant des cours des souverains « où la canaille nobiliaire, toute la valetaille titrée, chamarrée, venait mendier les pensions de leurs maîtres », les charges causées par la foule privilégiée de l'armée, de la bureaucratie et de la police.

Avant la « Réformation », la bourgeoisie avait été l'alliée des rois dans leur lutte contre l'Église et les seigneurs féodaux. Elle avait profité de l'occasion pour « conquérir un certain degré d'indépendance et de liberté » – allusion aux libertés communales. Mais avec la subordination de l'Église et de la noblesse à l'État, les rois n'avaient plus besoin des services de la classe moyenne et « la privèrent peu à peu de toutes les libertés qu'ils lui avaient anciennement octroyées ».

En dessous de la bourgeoisie se trouvaient les paysans et le prolétariat des villes.

---

<sup>45</sup> « Trois conférences... »

Pendant les deux siècles qui suivirent la Réforme, la bourgeoisie vécut son âge héroïque :

« Elle attaqua audacieusement toutes les institutions respectées de l'Église et de l'État. Elle sapa tout, d'abord par la littérature et par la critique philosophique, plus tard elle renversa tout par la révolte ouverte. C'est elle qui fit la révolution de 1789 et de 1793. Sans doute elle ne put la faire qu'en se servant de la force populaire ; mais ce fut elle qui organisa cette force et qui la dirigea contre l'Église contre la Royauté et contre la noblesse. Ce fut elle qui pensa et qui prit l'initiative de tous les mouvements que le peuple exécuta. La bourgeoisie avait foi en elle même, elle se sentait puissante parce qu'elle savait que derrière elle, avec elle il y avait le peuple. »

La bourgeoisie du XVIII<sup>e</sup> siècle produisit des « géants de la pensée et de l'action ». Alors, elle était « intelligente, audacieuse, héroïque » tandis qu'aujourd'hui elle est lâche et stupide, « démoralisée par sa propre iniquité ». Bakounine fait ici allusion à la bourgeoisie française de 1871 qui « a préféré l'invasion des Prussiens à la révolution populaire ».

### **La guerre des paysans**

En Allemagne, le destin de la bourgeoisie se joua lors de l'échec de la Ligue hanséatique à affirmer cette classe comme classe indépendante par rapport à la féodalité et au pouvoir impérial. Il se joue de nouveau au début du XVI<sup>e</sup> siècle avec la Réforme religieuse et avec la tragédie qui en brisera tous les effets positifs, la guerre des paysans de 1525. C'est en effet à partir de cette date que commence selon Bakounine le long sommeil qui s'abattit sur le pays jusqu'à la moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Nous sommes maintenant avec le Bakounine anarchiste qui, au sein de l'Internationale, combat la politique marxienne – Lassalle, aux yeux du révolutionnaire russe, n'étant qu'un comparse de Marx, en quoi il se trompe. La guerre des paysans de 1525 fournit à Bakounine l'occasion de faire le point de ses idées.

Lassalle considérait que la révolte paysanne avait été un mouvement réactionnaire parce que les paysans allemands avaient demandé l'abolition des privilèges des princes et la représentation exclusive aux diètes de la propriété foncière indépendante et libre. A l'opposé, le mouvement des princes, en réclamant un pouvoir échappant à la tutelle de la propriété foncière, aurait représenté un « concept de l'État » qui constituait « un progrès



de la liberté dans l'évolution historique et par là même un mouvement révolutionnaire », dit Arthur Lehning <sup>46</sup>.

« C'était la réaction » dit Lassalle et répètent avec lui tous les Marxiens. C'était la réaction, disent-ils, parce que la révolution qui n'est telle que lorsqu'elle est bien civilisée, bien scientifique, c'est-à-dire bien bourgeoise, ne peut pas sortir de la barbarie des campagnes. Le paysan ne peut faire que de la réaction, d'où il résulte que le premier devoir de la révolution, c'est d'empêcher, de réprimer à toute force, quelque mouvement de paysans que ce soit <sup>47</sup>. »

Bakounine s'en prend violemment à Lassalle pour avoir défendu ce point de vue, mais commet l'erreur de confondre les positions de ce dernier avec celles défendues par Marx et Engels. En les classant tous trois sous l'appellation de « doctrinaires du communisme allemand », il montre qu'il ne connaissait pas la brochure d'Engels, *La Guerre des paysans en Allemagne*, publiée alors qu'il était en prison.

L'argumentation de Lassalle est présentée comme une illustration de la théorie communiste des phases successives de développement historique. « Les doctrinaires du communisme allemand sont tellement convaincus qu'en dehors de cette voie il n'y a point de salut pour les peuples, qu'ils osent dire et imprimer (voyez Lassalle) que ce fut un grand bonheur pour le peuple allemand que le soulèvement des paysans en 1525 ait été comprimé [*réprimé*] par les efforts réunis de la noblesse et des princes de l'Allemagne, appuyés par l'indifférence, pour ne point dire par l'hostilité de la bourgeoisie des villes, et encouragés par les encycliques du doux Mélanchton et de Luther <sup>48</sup>. »

Selon Lassalle, ajoute Bakounine, le succès de la révolte aurait « détourné la nation allemande de la ligne normale de son développement économique et par conséquent aussi public, en établissant et en consolidant parmi les paysans de l'Allemagne le principe aristocratique de la propriété individuelle et héréditaire de la terre. » Comme si, ironise le Russe, ce principe ne s'était pas imposé malgré la répression de la révolte.

Ailleurs, Bakounine dit encore :

« Les théoriciens du communisme allemand, Ferdinand Lassalle et bien d'autres encore, poussés par leur antipathie singulière, mais systé-

---

<sup>46</sup> Bakounine, *L'Empire Knout-germanique*, Œuvres Champ libre, t. VIII, note 153.

<sup>47</sup> *Écrit contre Marx*.

<sup>48</sup> Bakounine, *L'Empire Knout-germanique*, Œuvres Champ libre, t. VIII, p. 464.

matique et qui trahit leurs instincts bourgeois, contre tout mouvement révolutionnaire spontané des paysans ou des travailleurs de la terre, ont énoncé cette idée baroque que la défaite des paysans de la Franconie en 1525, par les forces réunies des seigneurs et des princes, qui en firent un terrible massacre, fut, au point de vue du développement rationnel et normal de la liberté et du socialisme, d'un immense avantage pour l'Allemagne parce que les paysans, disent-ils, tendant alors comme aujourd'hui à la propriété individuelle, représentaient et continuent de représenter encore l'élément aristocratique, féodal, terrien ; tandis que les villes, par le développement de leur travail productif, tendant nécessairement à devenir de plus en plus collectif et, par la mobilisation de plus en plus étendue des fortunes privées, tendant tout aussi nécessairement à s'associer en d'immenses capitaux commanditaires de l'industrie et du commerce, représentent inévitablement et toujours davantage l'élément démocratique <sup>49</sup>... »

Les commentaires de Bakounine sur le point de vue de Lassalle constituent littéralement une leçon d'analyse matérialiste de l'histoire. Si on poursuit le raisonnement de Lassalle, dit-il, ce fut un grand malheur que les paysans français aient été émancipés par la Grande Révolution et qu'ils aient pu acquérir les biens de l'Église et de la noblesse émigrée. Certes, il eût été plus heureux si les paysans français avaient pu devenir propriétaires collectifs, et non individuels de la terre ; mais les idées collectivistes étaient alors ignorées, elles ne furent proclamées qu'à la fin de ce grand drame révolutionnaire par Babeuf.

Fallait-il que les paysans français ne s'emparent pas de la terre avant qu'ils aient compris les idées collectivistes ? Fallait-il qu'ils restassent des serfs ou des prolétaires jusque-là ? Quant aux paysans allemands, sont-ils plus sensibles aujourd'hui à la propagande socialiste que les paysans français ?

Bakounine envisage la question de deux points de vue : celui de la stratégie politique et celui de l'évolution historique. Sur le premier point, il montre que l'accession de la paysannerie à la propriété individuelle est une nécessité politique. Si les paysans français ne s'étaient pas emparés de la terre de la noblesse et de l'Église, la puissance de l'une et de l'autre serait restée debout, comme c'est le cas encore en Allemagne, « de manière que la révolution socialiste aurait aujourd'hui à combattre, à côté de la puissance malfaisante de la bourgeoisie, encore celle de ces deux anciens corps ». L'accession de la paysannerie à la propriété contribue donc à briser les bases matérielles du pouvoir des classes de l'Ancien régime fondé

---

<sup>49</sup> Bakounine, *L'Empire knouto-germanique*, VIII, 437.

précisément sur la propriété foncière ; et elle est une garantie du succès de la révolution bourgeoise. En effet, si les paysans français n'avaient pas trouvé « leur liberté et leur intérêt » dans la révolution, ils ne l'auraient pas défendue contre l'Europe entière coalisée contre elle. En conséquence, l'accession à la propriété de la paysannerie est une nécessité politique, mais elle est aussi, du point de vue de la révolution bourgeoise, une nécessité historique.

Si l'insurrection de 1525 avait triomphé, « les paysans allemands depuis trois siècles et demi auraient été libérés du servage, ils eussent eu maintenant derrière eux plus de trois siècles et demi de propriété individuelle de la terre. Il eût fallu que le peuple allemand soit bien bête, et il est bien loin de l'être, pour que l'une et l'autre n'aient pas eu le temps de développer l'une ses fruits positifs, l'autre ses conséquences négatives »<sup>50</sup>. Magistrale leçon de matérialisme historique. Le triomphe de la révolution des campagnes aurait nécessairement entraîné la révolution des villes d'Allemagne, la puissance des seigneurs féodaux aurait été renversée, et l'opposition entre les villes et les campagnes aurait été, « jusqu'à un certain point, au moins », supprimée.

Les extraits de Bakounine mentionnés sont tirés de deux fragments de *L'Empire knouto-germanique* qui traitent de ce que le révolutionnaire russe appelle le « fatalisme historique », c'est-à-dire les phases successives du développement historique. Mais c'est dans la lettre à *La Liberté* du 18 octobre 1872 que les divergences théoriques avec Marx sont exprimées sur le fond et le plus clairement. Les marxistes, dit en effet Bakounine, ne repoussent pas « d'une manière absolue notre programme. Ils nous reprochent seulement de vouloir hâter, devancer la marche lente de l'histoire, et de méconnaître la loi positive des évolutions successives ».

Cependant, comme toutes les oppositions théoriques de Bakounine envers Marx, celle-ci doit être relativisée. En effet, ce n'est en réalité pas la théorie des évolutions successives que Bakounine conteste, mais le caractère absolu que Marx semble vouloir lui donner. Il est vrai, dit Bakounine, que les historiens qui, jusqu'à présent, ont essayé de tracer le « tableau de la société humaine » se sont toujours inspirés d'un point de vue idéaliste : ils ont négligé le « point de vue anthropologique et économique, qui forme pourtant la base réelle de tout développement humain »<sup>51</sup>. Marx a certes développé ce point de vue, dit Bakounine, mais les communistes allemands ne voient dans l'histoire humaine que le reflet nécessaire du développement des faits économiques. « Ce principe, dit-il, est profondément vrai

---

<sup>50</sup> Bakounine, *L'Empire knouto-germanique*, VIII, 465.

<sup>51</sup> *Ibid.*, Bakounine, *L'Empire Knout-germanique*, Œuvres Champ libre, t. VIII, p. 283.

lorsqu'on le considère sous son vrai jour, c'est-à-dire d'un point de vue relatif », mais « envisagé et posé d'une manière absolue, comme l'unique fondement et la source première de tous les autres principes, il devient complètement faux. » Bakounine reproche à Marx de ne pas tenir compte de « la réaction, pourtant évidente, des institutions politiques, juridiques et religieuses sur la situation économique »<sup>52</sup>.

Or, Marx, à la fin de sa vie, confirmera le point de vue bakouninien : en 1881 il reconnaît que la « fatalité historique » du mouvement de la société capitaliste est « expressément restreinte aux pays d'Europe occidentale »<sup>53</sup>. De même, un an après la mort de Bakounine, Marx reconnaît que son « esquisse de la genèse du capitalisme dans l'Europe occidentale » en étapes successives devait être considérée avec réserve<sup>54</sup>. Il s'agit rien moins que d'un alignement (discret il est vrai, et sans conséquence sur le corps de doctrine du marxisme) aux réserves formulées par Bakounine. Et à l'inverse, à y regarder de plus près, l'examen attentif des critiques formulées par Bakounine contre Lassalle révèle qu'il lui reproche ni plus ni moins que de ne pas respecter la loi des évolutions successives, en sautant l'étape que constitue l'accession de la paysannerie à la propriété individuelle, étape qui est une condition de la destruction de l'ordre féodal.

On touche donc là encore une des causes de l'échec de la révolution démocratique en Allemagne. L'échec de la constitution d'institutions politiques fondées sur des classes qui auraient eu accès à la propriété individuelle de la terre a maintenu dans les campagnes des rapports de type féodal ; la bourgeoisie allemande s'est ainsi trouvée privée du concours de cette masse paysanne indispensable à la réussite de la révolution – c'est là un thème récurrent chez Bakounine, que Kropotkine développera largement dans son ouvrage *la Grande Révolution*.

A la fin du XV<sup>e</sup> siècle l'Allemagne semble se réveiller de sa torpeur politique. Au début du XVI<sup>e</sup> elle eut « quelques années d'élan magnifique » avec Luther, Ulrich von Hutten, Franz von Sickingen, Thomas Münzer « et bien d'autres encore », qui semblaient l'entraîner dans une « voie inconnue et riche de pensée, de passion et d'action, dans la voie de la liberté »<sup>55</sup>.

« Électrisés par leurs prédications ardentes, frémissant d'espérance et de foi, des masses de paysans brisant leurs chaînes antiques, se levèrent au cri de “*guerre aux châteaux et paix aux chaumières*”. Ils sacca-

---

<sup>52</sup> Lettre au journal *La Liberté* de Bruxelles, 5 octobre 1872.

<sup>53</sup> Marx, Œuvres, *La Pléiade*, II, p. 1557, lettre à Vera Zassoulitch, 8 mars 1881.

<sup>54</sup> Marx, Œuvres, *La Pléiade*, II, p. 1555, réponse à Mikhailovski.

<sup>55</sup> *Écrit contre Marx*.

gèrent et détruisirent les châteaux, les couvents et pendirent ou massacrèrent les seigneurs et les prêtres. »

La guerre des paysans se situe à la fois en plein dans le mouvement de la Renaissance et dans celui de la Réforme. Bakounine invite à distinguer entre ces deux mouvements, du moins pour ce qui concerne l'Allemagne. Ils parurent se confondre pendant plusieurs années, de 1517 à 1525, mais ils étaient animés par un esprit tout à fait opposé. Le premier était « profondément humanitaire », le second, fanatiquement religieux. La Renaissance était révolutionnaire par principe, dit Bakounine, alors que la Réforme était forcée de l'être par position. C'est très précisément ainsi qu'est définie la personnalité de Luther. Il est présenté comme un personnage contradictoire, animé d'une saine vigueur et d'un tempérament léonin comme les aime Bakounine ; c'est un révolutionnaire par prédisposition qui ne voulait plier que devant Dieu. Mais comme théologien, il fut nécessairement réactionnaire.

Les premiers rugissements de ce « rude et grand Allemand » furent révolutionnaires : ses manifestes contre Rome, ses invectives contre les princes d'Allemagne, sa polémique passionnée contre Henri VIII d'Angleterre ; de 1517 à 1525, « on n'entendit plus que les éclats de tonnerre de cette voix qui semblait appeler le peuple d'Allemagne à une rénovation générale, à la révolution »<sup>56</sup>. C'est Mélanchton, le « savant théologien et rien qu'un théologien (...) en réalité son maître et le museleur de cette nature léonine », qui l'enchaîna définitivement à la réaction. Le soulèvement des paysans fut un moment critique pour toute la destinée politique de l'Allemagne : si Luther avait pris la tête du mouvement, si la bourgeoisie des villes l'avait appuyé, ç'en eût été fait de l'Empire, du despotisme princier et de l'insolence nobiliaire. Mais pour cela, dit Bakounine, il eût fallu que Luther ne fût pas théologien et que les bourgeois des villes d'Allemagne ne fussent pas des bourgeois allemands...

A cette même époque, Thomas Münzer et les anabaptistes de Münster furent les premiers dans l'histoire à proclamer le dogme de l'égalité politique et sociale<sup>57</sup>. Mais, dix ans après l'écrasement de la révolte fut également étouffée la dernière insurrection provoquée en Allemagne par la Réforme : la tentative d'une « organisation mystico-communiste » par les anabaptistes de Münster, dirigée par Jean de Leyde, qui fut, dit Bakounine, supplicié aux acclamations de Luther et Mélanchton.

---

<sup>56</sup> Bakounine, *L'Empire Knout-germanique*, Œuvres Champ libre, t. VIII, p. 80.

<sup>57</sup> Bakounine, *L'Empire Knout-germanique*, Œuvres Champ libre, t. VIII, p. 387.

En 1530, les deux théologiens avaient « posé les scellés sur tout le mouvement ultérieur, même religieux ». Ils avaient présenté à l'empereur et aux princes leur Confession d'Augsbourg qui « pétrifiait d'un seul coup le libre essor des âmes, reniant même cette liberté des consciences individuelles au nom de laquelle cette Réformation s'était faite », imposant comme loi absolue et divine un dogmatisme nouveau, « sous la garde des princes protestants reconnus comme les protecteurs naturels et les chefs du culte religieux ». Il se constitua « une nouvelle Église officielle qui, plus absolue même que l'Église catholique romaine, aussi servile vis-à-vis du pouvoir temporel que l'Église de Byzance, constitua désormais, entre les mains de ces princes protestants, un instrument de despotisme terrible et condamna l'Allemagne tout entière, protestante et par contrecoup catholique aussi, à trois siècles au moins du plus abrutissant esclavage<sup>58</sup>. »

La tendance des princes à se partager les débris du pouvoir spirituel du pape, mais aussi des biens de l'Église, à se constituer en chefs de l'Église dans les limites de leurs États respectifs est commune à toutes les monarchies protestantes, dit Bakounine : ce fut le cas en Angleterre, en Suède, au Danemark, en Norvège. Mais dans ces pays, le peuple a su maintenir ses droits contre les envahissements de la noblesse et de la monarchie. En Allemagne, le peuple, « si plein de rêves, mais si pauvre de pensées libres et d'action ou d'initiative populaire », a été fondu dans le moule de la soumission au pouvoir. « Il avait fait un rêve de liberté et il se réveilla plus esclave que jamais. Dès lors, l'Allemagne devint le vrai centre de la réaction en Europe. »

La question du centre de gravité de la réaction européenne constitue sans doute le cœur de l'opposition entre Bakounine et Marx dans l'Internationale : elle détermine en effet toute la stratégie politique de l'Internationale. Pour Marx, elle justifie la priorité donnée à l'unification politique de l'Allemagne.

L'intention de Bakounine n'est évidemment pas de faire un travail d'historien de la guerre des paysans, mais de mettre en relief le mécanisme par lequel l'écrasement de la révolte, l'absence de lien entre le mouvement paysan et la bourgeoisie, le ralliement de cette dernière aux princes contre la paysannerie, permirent la mise en place d'un système politique et d'un type de rapport entre les classes dont l'Allemagne des années 1870 est encore l'héritière. Ce sont les événements de 1525 qui ont forgé l'Allemagne d'aujourd'hui, dit-il en substance : la conséquence de la défaite de la révolte est la constitution d'une administration bureaucra-

---

<sup>58</sup> Bakounine, *L'Empire Knout-germanique*, Œuvres Champ libre, t. VIII, p. 80-81.

que : l'idée est intéressante car c'est sans doute le premier exemple d'un théoricien du mouvement ouvrier qui attribue la constitution d'une bureaucratie d'État à la défaite d'une révolte populaire, à l'écrasement de la révolte paysanne de 1525, lors de laquelle les paysans, « abandonnés et trahis par les bourgeois des villes », furent massacrés par les nobles et les princes allemands. « Ce fut précisément alors que commença à se développer dans toute son étrange splendeur en Allemagne la puissance croissante et soi-disant progressiste et révolutionnaire de l'État militaire, bureaucratique et tranquillement despotique<sup>59</sup>. »

Alors que la bourgeoisie allemande avait été capable d'un grand dynamisme, le mouvement économique, industriel et commercial se ralentit considérablement. La double révolution qui marqua la transition du Moyen Âge à l'âge moderne, à savoir : 1. La révolution économique, « qui, sur les ruines de la propriété féodale, devait fonder la nouvelle puissance du capital » ; 2. La révolution religieuse « qui avait réveillé la vie politique dans tous les autres pays » ; cette double révolution aboutit en Allemagne à l'appauvrissement et à l'engourdissement matériel ainsi qu'à la prostration intellectuelle et morale.

L'écrasement de la révolte paysanne de 1525 avait affaibli les énergies populaires ; la Réforme avait abouti non pas à l'émancipation de l'esprit mais à l'assujettissement de la religion au pouvoir des princes. « A cette époque, dit Bakounine, en Allemagne, les mots "patrie", "nation", étaient complètement ignorés. Il n'y avait que l'État, ou plutôt une infinité d'États grands, moyens, petits et très petits (...). Pour le sujet, et à plus forte raison pour le fonctionnaire, l'Allemagne n'existait pas : il ne connaissait que l'État, grand, moyen ou petit qu'il servait et qui se résumait pour lui à la personne du prince »<sup>60</sup>. En quelque sorte, le sentiment d'appartenir à l'État était un substitut au sentiment national qui n'a pas de terrain pour s'exprimer. La multiplicité des États entraîne la multiplication de cette classe de fonctionnaires chargée de gérer le plus rationnellement possible les affaires du souverain :

« Toute la science du bureaucrate consistait en ceci : maintenir l'ordre public et l'obéissance des sujets, et leur soutirer autant d'argent que possible pour le trésor du souverain, sans les ruiner complètement et sans les pousser par le désespoir à la révolte<sup>61</sup>. »

---

<sup>59</sup> *Écrit contre Marx*, III, 208.

<sup>60</sup> *Écrit contre Marx*, III, 211.

<sup>61</sup> *Ibid.*

L'absence d'État, d'État national, provoqua une hypertrophie de l'idée de l'État. On peut imaginer, dit Bakounine, quel dut être l'esprit de ces honnêtes philistins de la bureaucratie allemande qui, ne reconnaissant après Dieu, d'autre objet de culte que cette horrible abstraction de l'État personnifiée dans le prince, lui immolait consciencieusement tout : « Brutus nouveau en bonnet de coton et sa pipe pendante à la bouche, chaque fonctionnaire allemand était capable de sacrifier ses propres enfants à ce qu'il appelait, lui, la raison, la justice et le droit suprême de l'État <sup>62</sup>. » La bureaucratie devint en Allemagne une science enseignée dans les universités : « Cette science pourrait être appelée la théologie moderne, la théologie du culte de l'État <sup>63</sup>. »

Il est intéressant également de noter que Bakounine attribue à la bureaucratie un caractère sacerdotal. Lorsque le pouvoir politique et le pouvoir idéologique se confondent, lorsque le souverain détient en même temps le rôle de chef de l'Église (« le souverain prend la place du bon Dieu... »), les bureaucrates deviennent les prêtres de l'État et le peuple est « la victime toujours sacrifiée sur l'autel de l'État ». Bakounine fait d'ailleurs remarquer que la « science du service des États », la science politique, est constituée de deux disciplines principales : la bureaucratie et la diplomatie. La première est née en Allemagne, la seconde en Italie sous l'inspiration de Machiavel. Toutes deux se sont constituées dans des nations politiquement morcelées en réponse à des nécessités spécifiques.

Bakounine, nous l'avons dit, ne connaissait pas *La Guerre des paysans en Allemagne*, publié en 1850 alors qu'il était en prison. Le petit livre fut d'ailleurs très peu diffusé et ne rencontra aucun écho dans la presse. Il existe entre les points de vue des deux hommes beaucoup de correspondances, mais évidemment les conclusions auxquelles ils parviennent sont différentes.

Tous deux reconnaissent le rôle des prédications de Luther dans le déclenchement de l'insurrection. Il est frappant qu'ils ont tous deux à l'esprit la révolution de 1848 lorsqu'ils évoquent la guerre de paysans. Les dernières lignes de Bakounine dans le chapitre qu'il consacre à l'histoire du libéralisme allemand <sup>64</sup> rejoignent les premières lignes du livre d'Engels. Bakounine dit en effet que depuis qu'il existe une nation germanique, jusqu'en 1848, seuls les paysans ont prouvé qu'ils étaient capables de se révolter contre l'oppression. Engels quant à lui, dès le début de son livre, cherche à démontrer que « le peuple allemand a, lui aussi, des traditions

---

<sup>62</sup> *Ibid.*

<sup>63</sup> *L'Empire knouto-germanique*, VIII, 82.

<sup>64</sup> *L'Empire knouto-germanique*, VIII, 67-82.



révolutionnaires » ; mais le seul exemple qu'il puisse donner est celui d'une insurrection paysanne. Au lendemain de l'échec de la révolution de 1848 en Allemagne, Engels cherche à rappeler que l'Allemagne a eu elle aussi de rudes et vigoureux lutteurs, et que les adversaires de 1525 sont restés en grande partie ceux de 1848. Les analyses de Bakounine et d'Engels sur Luther et Mélanchton sont les mêmes. Pour le Russe, Luther est un « grand Allemand », un tempérament révolutionnaire, mais malheureusement aussi un théologien. Le « doux Mélanchton », lui, était un « savant théologien, et rien qu'un théologien ». C'est Mélanchton qui entraîna Luther vers la réaction, il fut le « maître de cette nature léonine ». Engels, quant à lui, dit de Mélanchton qu'il était un « modèle du casanier maladif, de philistin ».

Selon Engels, Luther avait tout d'abord attaqué en 1517 les dogmes et la constitution de l'Église catholique, mais son opposition « n'excluait aucune tendance plus radicale ». Sa « forte nature paysanne » se manifesta au cours de cette période de la manière la plus impétueuse. Bakounine et Engels s'accordent pour penser que le peuple allemand se mit en mouvement à la suite des prédications de Luther, mais qu'à partir de là, les tendances de la société allemande se séparèrent et que Luther trahit le mouvement qu'il avait lancé et rallia le camp de la réaction. D'une façon générale, les réflexions de Bakounine sur la société allemande montrent comme une constante que les chefs des mouvements de révolte ou d'opposition finissent par se rallier au pouvoir, comme apeurés par la dynamique qu'ils ont contribué à lancer.

Le radicalisme initial de Luther, suivi de la modération la plus plate, est comparé par Bakounine et Engels au comportement des libéraux allemands de 1848. Tous deux soulignent également que l'abandon du mouvement paysan par les bourgeois conduisit ceux-ci à se mettre de façon accrue sous la domination des princes.

De Thomas Münzer, Engels déclare qu'il « dépassait de beaucoup les idées et les revendications immédiates des paysans et des plébiens ». Selon Bakounine, Münzer et les anabaptistes furent les premiers à proclamer le dogme de l'égalité politique et sociale ; ils partagent avec Babeuf le mérite d'être parmi ces hommes qui anticipent sur les idées de l'avenir, « comme on annonce quelquefois au théâtre la pièce du lendemain »<sup>65</sup>.

Cependant, l'intérêt du livre d'Engels pour notre propos ne réside pas tant dans les analogies qui peuvent exister entre ses thèses et celles de Bakounine, que dans la vision de la révolution de 1848 contenue dans l'analyse de la révolte de 1525 et dans le rôle qui est attribué à la paysannerie.

---

<sup>65</sup> *L'Empire knouto-germanique*, VIII, 465.

Dans *l'Idéologie allemande*, Marx écrit que « les grandes révoltes du Moyen Age partirent toutes des campagnes mais leur échec fut total : vivant dispersés, les paysans étaient demeurés incultes ». Cette « petite phrase », à y regarder de plus près, contient plus qu'il n'y paraît. En même temps qu'elle exclut définitivement la paysannerie comme acteur positif de la révolution, elle définit les conditions d'une révolution sociale : concentration et culture de la classe révolutionnaire. Or, la centralisation de l'État et la concentration du capital, d'une part, et la possession, par la classe ouvrière allemande, de l'héritage philosophique de la nation, constituent les deux titres qui légitiment, aux yeux de Marx et Engels, le rôle de phare joué par la classe ouvrière allemande en Europe.

Curieusement, Engels s'efforce de montrer dans *La Guerre des paysans* que la dispersion n'a pas empêché la paysannerie de s'organiser efficacement, et que cette dernière était loin d'être inculte, si on entend par là qu'elle maîtrisait, relativement à l'époque, un savoir qui contribuait à créer une unité de pensée et d'intérêts et qui assurait sa cohésion idéologique et pratique. De plus, elle avait en la personne de Münzer et de ses disciples une véritable avant-garde qui développait une orientation révolutionnaire cohérente. L'échec du mouvement paysan fut peut-être dû à sa dispersion, mais ce ne fut certainement pas la cause principale, et cet échec ne tient pas tant à la nature paysanne de la révolte qu'à un ensemble de facteurs beaucoup plus complexe, parmi lesquels la trahison de la bourgeoisie urbaine vient en bonne place.

Dans l'historique des prodromes de l'insurrection, Engels raconte avec un plaisir manifeste le travail de ces prédicateurs qui ont insufflé aux masses paysannes, à travers l'interprétation de la Bible, le sentiment de leur droit, qui est, selon Bakounine, la première condition d'une révolution. Il s'émerveille de la réceptivité des masses devant ces prédications et de l'accueil qu'elles y firent : ici, une assemblée de 40 000 personnes, là, une armée de 16 000 paysans faisant le siège d'un château.

La ténacité de ces hommes qui reconstruisirent leur organisation secrète chaque fois qu'elle était démantelée est également mise en valeur. Les chefs, dispersés par la répression, reviennent peu après recommencer leur travail d'organisation. Les prédicateurs voyagent de province en province, échappant à la répression grâce au soutien de la population qui les cachent. Ainsi, la dispersion apparaît comme une condition de la réussite de l'extension du mouvement. Les révolutionnaires paysans trouvent partout un soutien, comme l'explique Engels :

« On ne peut qu'admirer la ténacité et la constance avec lesquelles les paysans de l'Allemagne du Sud conspirèrent pendant près de trente ans, à partir de 1453, surmontèrent toutes les difficultés provenant de leur état de dispersion et s'opposèrent à la constitution d'une vaste organisation centralisée, et, après de nombreux démantèlements, défaites et exécutions de leurs chefs, renouèrent chaque fois les fils de la conspiration, jusqu'au jour de l'insurrection générale. »

Le mouvement paysan hongrois, que décrit Engels, constitue une démonstration de leur capacité à l'action concertée, et même de leur capacité politique. Après s'être emparés de la ville de Csanad, ils proclamèrent la république, l'abolition de la noblesse, l'égalité de tous et la souveraineté du peuple – programme qui, traditionnellement, dans la vision marxiste de l'histoire, revient à la bourgeoisie, et qui va en l'occurrence bien au-delà des revendications de la bourgeoisie allemande de 1848.

Après une des nombreuses vagues de répression et d'arrestations qui frappèrent le mouvement paysan, apparut un chef de valeur, Joss Fritz, dont Engels loue l'habileté, le talent diplomatique et l'inlassable persévérance. « Conspirateur modèle », il réussit à impliquer un nombre incroyable de gens appartenant aux catégories sociales les plus diverses », s'émerveille Engels. « Il semble à peu près certain qu'il organisa même plusieurs degrés, plus ou moins séparés, dans la conspiration. Tous les éléments utilisables furent employés avec une prudence et une habileté extraordinaires. »

Engels fait également remarquer que les chemineaux et les mendiants furent employés, que Joss Fritz était en rapport avec les rois des mendiants et tenait par leur intermédiaire toute la nombreuse population des vagabonds : « Ces rois des mendiants jouent un rôle considérable dans sa conspiration. »

Capacité politique de la paysannerie et activité révolutionnaire du prolétariat en haillons constituent évidemment des contradictions flagrantes avec la vision marxiste de la révolution. C'est sans doute pour cela que le livre d'Engels fut ensuite quelque peu « oublié ». D'ailleurs, lorsqu'il écrivit une préface à son livre presque trente ans plus tard, Engels eut soin de préciser que le lumpenprolétariat est le pire allié du mouvement ouvrier et que « tout chef ouvrier qui emploie ces vagabonds comme gardes du corps, ou qui s'appuie sur eux, prouve déjà par là qu'il n'est qu'un traître au mouvement ».

Nous voilà prévenus...

L'inculture des paysans, évoquée systématiquement par Marx, n'est pas un argument probant. Il faut entendre inculture au sens politique : quel était leur degré de réflexion sur la société de leur temps ? Engels en effet s'efforce de montrer que les hérésies religieuses qui ont parcouru l'Allemagne constituaient, sous un vêtement religieux, la forme idéologique de l'opposition à la féodalité, et que les revendications formulées révélaient une conscience politique développée relativement à l'époque. Engels indique même que l'hérésie des paysans allait alors « infiniment plus loin » que celle des villes : « de l'égalité des enfants de Dieu, elle faisait découler l'égalité civile, et même en partie déjà l'égalité des fortunes. » L'hérésie paysanne-plébéienne se transforma au XIV<sup>e</sup> et au XVI<sup>e</sup> siècles en un « point de vue de parti nettement distinct », et apparaît habituellement de façon tout à fait indépendante à côté de l'hérésie bourgeoise. La capacité d'une classe à se constituer théoriquement et organisationnellement de façon autonome est précisément un critère de sa maturité politique. Engels cite l'exemple des Taborites de Bohême, que Bakounine mentionne tout particulièrement aussi, chez qui la « la tendance républicaine apparaissait déjà sous les enjolivures théocratiques ».

Thomas Münzer est le personnage le plus intéressant de cette période en ce qu'il préfigure dans sa prédication les revendications du prolétariat. Il est significatif cependant que si Bakounine évoque souvent Münzer il ne s'attarde pas sur lui, alors que le contenu de sa doctrine pourrait constituer une confirmation de son propos sur la paysannerie allemande. En fait, il est persuadé que toutes les hérésies ont traversé l'Allemagne sans y trouver d'écho : les Vaudois, les Fraticelli, Wicleff. Il ne nie pas que l'Allemagne ait eu son lot d'hérésies, mais, selon lui, le peuple tchèque a devancé d'un siècle le peuple allemand : Jean de Huss, Jérôme de Prague ainsi que les terribles Taborites témoignent de cette antériorité chronologique<sup>66</sup>. Selon Bakounine, la « grande révolution des hussites tchèques » du XV<sup>e</sup> siècle fut « essentiellement populaire »<sup>67</sup> : le révolutionnaire russe souligne « le caractère éminemment social et anti-étatique de cette révolution », qui fut la révolte de la communauté slave contre l'État allemand. Les hussites ne furent vaincus que par la faute de la trahison de la petite bourgeoisie de Prague, « à moitié germanisée ».

C'est seulement après que les hérésies se furent développées en Bohême qu'elles apparurent de nouveau en Allemagne et s'y implantèrent dans la paysannerie. De terribles révoltes paysannes secouèrent la Bohême et semèrent la terreur chez les Allemands et chez les partisans de l'empereur, dit Bakounine. Les Taborites « battirent toutes les troupes de la

---

<sup>66</sup> *L'Empire knouto-germanique*, VIII 75-78.

<sup>67</sup> *Étatisme et anarchie*, Champ libre, t. IV.

Saxe, de la Franconie, de la Bavière, du Rhin et de l'Autriche que l'empereur et le pape envoyèrent en croisade contre eux ; ils nettoyèrent la Moravie et la Silésie et portèrent la terreur de leurs armes dans le cœur même de l'Autriche<sup>68</sup>. » Les Taborites furent finalement battus par la trahison d'un parti tchèque formé par la coalition de la noblesse indigène et de la bourgeoisie de Prague, « Allemands d'éducation, de position, d'idées et de mœurs ».

Bakounine semble penser que la Réforme fut la résultante d'un mouvement complexe de contestation religieuse dont l'Allemagne n'est pas l'origine. La contestation religieuse traversa d'abord l'Allemagne d'Ouest en Est sans la marquer, se développa à l'est dans les pays slaves où elle prit le caractère d'une révolte de masse avec les hussites, et revint alors en Allemagne où « elle perdit très vite son caractère de révolte, incompatible avec le tempérament allemand, et prit l'aspect d'une paisible Réforme nationale qui servit aussitôt de fondement au despotisme étatique le plus méthodique, le plus systématique et le plus savant »<sup>69</sup>.

Formulées à des moments différents, les réflexions de Bakounine et d'Engels dénotent la même préoccupation de montrer le parallèle entre la révolte de 1525 et la situation de l'Allemagne en 1848-1849. Ces réflexions sont en quelque sorte le positif et le négatif du même film. Bakounine montre que la bourgeoisie allemande a raté une chance historique en 1525 et qu'elle a refait la même erreur en 1848. Engels s'efforce de montrer que la révolte paysanne de 1525 a constitué un précédent révolutionnaire dont la bourgeoisie allemande aurait pu s'inspirer.

Pourquoi Marx et Engels se sont-ils désintéressés de *La Guerre des paysans* après sa publication ? Il est possible que l'échec de la révolution de 1848 ne justifiait plus qu'on fasse référence à ce modèle de révolution paysanne. Émile Bottigelli attribue ce désintérêt aux difficultés au sein de la Ligue des communistes.

Bakounine répète que la constitution de l'unité étatique ne peut se faire que sur les ruines du mouvement populaire. Selon lui, la revendication, par le prolétariat, d'un État national centralisé est suicidaire, car elle freine le réveil de l'initiative populaire et le développement intellectuel, moral et même matériel des peuples. Or, lorsque la pensée des masses se réveille sur un point, elle s'étend nécessairement sur tous les autres. L'intelligence du peuple « rompt son immobilité séculaire et, sortant des limites d'une foi machinale, brisant le joug des représentations ou des notions traditionnelles

---

<sup>68</sup> *L'Empire knouto-germanique.*

<sup>69</sup> *Étatisme et anarchie.*

et pétrifiées qui lui avaient tenu lieu de toute pensée, elle soumet à une critique sévère, passionnée, dirigée par son bon sens et par son honnête conscience, qui valent souvent mieux que la science, toutes ses idoles d'hier<sup>70</sup>. »

En d'autres termes, les périodes d'instabilité politique sont un accélérateur du développement de la conscience politique des masses. La bourgeoisie italienne n'a-t-elle pas profité au Moyen Age de l'instabilité politique causée par la lutte entre la papauté et l'Empire pour se développer en puissance politique ? Il est vrai, cependant, précise Bakounine, que cette émancipation a cessé avec les causes qui l'ont rendue possible, lorsque la lutte entre l'empereur et le pape cessa ; de même, en France, la soumission graduelle de la noblesse à la monarchie s'accompagna d'une perte simultanée des privilèges de la bourgeoisie. Il reste qu'entre-temps l'une et l'autre ont profité de plusieurs siècles d'expansion.

En Allemagne, il faudra attendre 1832 et 1848 pour qu'apparaissent des signes d'une exigence de liberté. Cette démonstration viendra encore une fois de la paysannerie, et encore une fois la bourgeoisie se subordonnera à la noblesse pour l'écraser<sup>71</sup>.

Chez Bakounine, l'histoire ne sert que de sujet de réflexion pour expliquer le présent. Les bourgeois allemands firent en 1848 comme leurs pères en 1525. Ainsi, quand il écrit que « les paysans, abandonnés et trahis par les bourgeois des villes, furent défaits par les nobles et massacrés et torturés par dizaines de milliers, après quoi toute l'Allemagne rentra dans le calme. Elle y resta plongée pendant plus de trois siècles, comme l'Italie, avec cette différence que l'Italie avait été étouffée par l'alliance de l'Empereur et du Pape, tandis que l'Allemagne avait succombé *volontairement* sous le poids de sa propre *révolution* » – c'est des paysans de 1525 qu'il parle, mais c'est à ceux de 1848 qu'il pense.

C'est après la guerre des paysans que commence à se développer, « dans toute son étrange *splendeur* », la physionomie de l'Allemagne moderne. La tableau que dessine Bakounine est terrible :

« Les Princes souverains remplacèrent le Pape et se déclarèrent les chefs de leurs Églises nationales, à la grande satisfaction d'un clergé dont le servilisme abject dépassa tout ce qu'on avait vu de pareil même en Allemagne jusque là. Ils devinrent en quelque sorte les Dieux de leurs États, des Dieux très grossiers, ignorants comme il convient à des Princes, stupidement infatués de leur volonté souveraine et excessivement dépravés ; au-dessous d'eux une noblesse platement courtisane,

---

<sup>70</sup> *L'Empire knouto-germanique*, VIII, 67.

<sup>71</sup> Marx et Engels minimiseront systématiquement le rôle de la paysannerie en Allemagne.

ployée à tous les services, chercheuse de fortune, de grâces et de maîtres, et ne demandant pas mieux que de vendre ses femmes et ses filles au premier petit sultan venu. Les paysans, écrasés, décimés et abrutis triplement et par la défaite, et par la misère, et par les enseignements de leurs pasteurs protestants, prédicateurs de l'esclavage chrétien, ne bougèrent plus, sinon pour apporter, courbés et tremblants, les fruits de leur travail au château. La bourgeoisie et les corps de métier reprirent paisiblement leurs occupations et leurs habitudes laborieuses quotidiennes, ne gardant pour toute distraction et pour consolation que la lecture de la Bible, et payant tous les impôts qu'on voulut sans résistance, sans protestation, sans murmure <sup>72</sup>. »

En même temps qu'elle devint la « terre de la tranquillité, de la soumission, de la résignation et de la médiocrité la plus désolante », elle devint également celle du marasme économique : « Après la Réforme, ce mouvement pour ainsi dire se glaça en sorte que l'Allemagne resta bien loin non seulement derrière des pays protestants tels que l'Angleterre et la Hollande, mais même derrière la France catholique ». Marasme intellectuel aussi : après la mort de Luther, pendant trois siècles, dit Bakounine, jusqu'à l'apparition des premiers écrits de Lessing, il y a une « interruption complète de pensée de tout mouvement intellectuel et de la vie morale ». La théologie luthérienne orthodoxe domine tout, qui cautionne l'Allemagne comme « patrie des despotes et celle des esclaves volontaires, des laquais » ; elle a « consacré par sa bénédiction en Allemagne mais seulement en Allemagne, toutes ces dispositions nationales qui font du peuple allemand le peuple le plus librement asservi et le plus menaçant aujourd'hui pour la liberté du monde » <sup>73</sup>.

Novembre 2007

Certains passages sont repris de  
*Bakounine politique, révolution et contre-révolution  
en Europe centrale*, 1991

---

<sup>72</sup> *L'Empire knouto-germanique.*

<sup>73</sup> *L'Empire knouto-germanique.*

## A N N E X E. — La référence à Jan Hus chez Bakounine

Le personnage de Jan Hus joue un rôle important dans la réflexion bakouninienne sur l'histoire de l'Europe centrale. Le révolutionnaire russe s'intéresse à lui très tôt. En 1834 – il a vingt ans – on trouve une référence dans une « Note extraite d'un résumé d'histoire » consacrée au livre de Ch-G Koch, *Tableau des révolutions de l'Europe*, publié en 1823.

Mais c'est surtout au moment de la guerre franco-prussienne et à la veille de la Commune de Paris qu'il développe ses réflexions sur Hus et les hussites de Bohême, qui se sont soulevés contre la domination allemande au début du XV<sup>e</sup> siècle et ont soutenu contre l'empire allemand et l'Église une guerre impitoyable entre 1420 et 1434. Cette révolte symbolise aux yeux du révolutionnaire russe la résistance des Slaves contre la germanisation dont ils sont les victimes mais, au moment de la guerre franco-prussienne de 1870, elle sert aussi de point de comparaison pour montrer qu'il y a une continuité dans la politique allemande.

Parlant de la révolte dont Jan Hus est l'initiateur, le révolutionnaire russe écrit en 1870 dans *L'Empire knouto-germanique* :

« C'est avec un sentiment de profonde sympathie et de fierté fraternelle que je pense à ce grand mouvement national d'un peuple slave. Ce fut plus qu'un mouvement religieux, ce fut une protestation victorieuse contre le despotisme allemand, contre la civilisation aristocratique-bourgeoise des Allemands ; ce fut la révolte de l'antique commune slave contre l'État allemand. »<sup>74</sup>

Jean Hus (1371-1415), né en Bohême, fait ses études à l'université de Prague ; il occupera des fonctions importantes, dont celle de recteur en 1409-1410. Il s'initie à la pensée de John Wycliffe qui avait exposé en 1376 l'idée selon laquelle l'autorité est accordée directement par Dieu et devient illégitime si son détenteur est coupable de péché mortel. Le chrétien peut prendre en mains sa vie spirituelle sans l'intermédiaire du prêtre. Ce dernier, s'il est en état de péché mortel, ne peut pas se voir pardonner ses fautes. Wycliffe

---

<sup>74</sup> Bakounine, *L'Empire knouto-germanique*.



condamne les guerres et l'esclavage et affirme que le clergé doit vivre selon les préceptes évangéliques de pauvreté. A ce titre il propose de redistribuer les richesses de l'Église. C'était là une remise en cause non seulement du pouvoir des ecclésiastiques, mais aussi du pouvoir politique.

◆ En 1402 Jan Hus devient prédicateur à la chapelle de Bethléem à Prague et se fait le porte-parole des tendances réformistes tchèques. A ce titre il attire à la fois les élites intellectuelles soucieuses de réformer les mœurs du clergé et les citoyens qui aspirent à la justice sociale. L'université de Prague deviendra le centre d'affrontements intenses, idéologiques, mais aussi nationaux. En effet, dans le conseil universitaire de cette université fréquentée par beaucoup d'étrangers – surtout allemands – les enseignants et étudiants étrangers ont quatre voix tandis que les Tchèques n'en ont qu'une. Or les professeurs allemands s'opposent aux théologiens tchèques contre lesquels des accusations d'hérésie sont portées. Le roi Venceslas IV prend position pour les Tchèques et inverse la représentativité aux dépens du parti allemand, dont les enseignants et étudiants quittent Prague pour fonder l'université de Leipzig, en 1409.

« L'une des premières manifestations de ce mouvement religieux en Bohême fut l'expulsion en masse de tous les professeurs allemands de l'université de Prague, crime horrible que les Allemands ne purent jamais pardonner au peuple tchèque. Et pourtant, si l'on y regarde de plus près, on devra convenir que ce peuple eut mille fois raison de chasser ces corrupteurs patentés et serviles de la jeunesse slave. » (...) « Jean Huss et Jérôme de Prague, son ami et son disciple <sup>75</sup>, contribuèrent beaucoup à leur expulsion. » <sup>76</sup>

L'archevêque de Prague, Zbynek Zajic de Hazembourg, s'en prit au parti tchèque réformateur, fit brûler les écrits de Wycliffe et obtint du pape que la diffusion de ses idées soient interdites. C'étaient là des attaques directes contre Jan Hus, devenu entre-temps recteur de l'université, et qui sera excommunié en 1411.

◆ L'attrait d'une partie importante de la population tchèque pour les idées de réforme religieuse a sans doute des causes économiques et sociales. Le contrôle de la Bohême représentait de très grands enjeux économiques. En effet, les mines d'argent de Bohême rapportaient des sommes colossales à un moment où le pape manquait cruellement de liquidités. Ottokar II (1230-

---

<sup>75</sup> Jérôme de Prague (1379-1416) est un ami de Jan Hu et un des ses plus proches soutiens.

<sup>76</sup> Bakounine, *L'Empire knouto-germanique*.

1278) avait procédé à la colonisation massive du pays par des Allemands pour développer l'exploitation des mines d'argent découvertes en Bohême (Kuttenberg, à Pilsen, à Bechin, dans le district d'Elnbogen.)

Les seules mines de Kuttenberg, ouvertes en 1237, apportaient 100 000 Marks par an – une somme colossale. Cette richesse profitait aux artisans membres des corporations minières – essentiellement allemands – mais surtout au roi et à l'Église. Cette situation engendrait des conflits à caractère national entre Allemands et Tchèques. Certaines villes de Bohême – Kuttenberg, Deutschbrod et Iglau – n'étaient peuplées que d'Allemands, qui étaient perçus comme des exploiters. Au conflit national s'ajoutait ainsi un conflit social.

Lorsque des prédicateurs apparurent qui attaquaient la richesse de l'Église et réclamaient l'égalité de traitement devant la loi (religieuse et civile), les couches les plus modestes de la population furent toutes disposées à les écouter. L'acharnement que mettra l'Église à réduire la révolte des hussites n'est pas seulement due à la volonté d'imposer l'orthodoxie religieuse mais aussi à la nécessité de récupérer le contrôle sur un territoire qui, avec les revenus qui y étaient attachés, aurait risqué d'échapper à l'Église.

♦ C'est que la papauté subit une très grave crise, appelée le Grand schisme d'Occident qui, entre 1378 et 1418, divise la chrétienté.

En Italie, un conflit oppose l'empereur et le pape, entre lesquels s'établit une relation d'interdépendance perverse : l'empereur a besoin du pape pour être couronné, mais le pape a besoin de l'empereur comme protecteur. En effet, le locataire du siège de saint Pierre est aussi évêque de Rome, et les Romains sont des gens très turbulents. Le peuple romain, d'abord, mais aussi les différentes familles de l'aristocratie romaine qui entendent chacune désigner un pape sur mesure, et qui se combattent pour cela féroce.

De fait, au X<sup>e</sup> siècle, la papauté se trouve sous la tutelle de l'empereur. Au XI<sup>e</sup> et au XII<sup>e</sup> siècles l'empereur et le pape s'affrontent sur la question des investitures des évêques : les évêques doivent-ils être nommés par le souverain, ou par le pape ? Les monarques du Saint-Empire romain germanique s'opposent à la prétention du pape à contrôler les investitures. A l'issue d'une lutte sans merci, l'empereur finira par perdre la bataille. Le pape Grégoire VII affirme que la plénitude du pouvoir appartient au souverain pontife. Dans la seconde moitié du XIII<sup>e</sup> siècle, on s'achemine vers une véritable théocratie : le souverain se voit confier le pouvoir pour qu'il en fasse ce que le pape lui dicte.

A partir du XIII<sup>e</sup> siècle, la situation commence cependant à basculer. La montée de la puissance de la bourgeoisie relègue l'Église à un rôle de force

conservatrice. En outre, noblesse et clergé lui empruntent de l'argent. C'est la bourgeoisie maintenant qui est à l'initiative du progrès intellectuel.

L'Église, qui se veut universelle, se heurte à la constitution d'embryons d'États nationaux. Le roi de France Philippe le Bel se heurte au pape Boniface VIII sur un problème apparemment théologique, mais en fait très concret. Selon le pape, les rois tiennent leur autorité de Dieu, mais par la médiation du pape – ce qui permet à celui-ci, à l'occasion, de démettre des souverains. Le roi de France conteste cette vision et entend se passer de cet encombrant intermédiaire. Philippe le Bel s'appuie sur la bourgeoisie à laquelle il accorde un rôle politique en créant les états généraux. C'est aussi l'époque de l'essor des Communes.

Selon Bakounine, l'Église a été, pendant la première moitié du Moyen Age, une classe dominante, constituée de la « classe des prêtres, non héréditaires cette fois, mais se recrutant indifféremment dans toutes les classes de la société »<sup>77</sup>. « L'Église et les prêtres, le pape en tête, étaient les vrais seigneurs de la terre », dit-il encore<sup>78</sup>. L'argumentation de Bakounine s'appuie sur le constat que le statut du clergé était fondé sur la propriété oligarchique du capital foncier ; sa reproduction reposait sur la cooptation des élites de la société ; son fonctionnement se faisait sur la base d'une organisation hiérarchique fortement structurée, soudée par une idéologie globale à vocation universelle<sup>79</sup>.

L'Église est, dans la réflexion de Bakounine, une force politique et sociale autant qu'un pouvoir spirituel. Disposant d'une antériorité historique sur la monarchie en matière de doctrine, c'est elle qui, s'appuyant sur les théologiens, a édicté le droit jusqu'à ce que Philippe le Bel, en France, ne s'appuie sur d'autres élaborateurs de doctrine, les juristes, pour légitimer l'autonomie du pouvoir séculier.

◆ Le roi Philippe le Bel, en guerre contre les villes flamandes, a besoin d'argent. En 1295 il lève un impôt sur le clergé, ce qui retire au pape Boniface VIII de substantiels revenus. Le pape réplique en décrétant que le

---

<sup>77</sup> Cf. également Marx : « C'est ainsi que l'Église catholique, en constituant au Moyen Age sa hiérarchie parmi les meilleures têtes du peuple, sans considération de rang, de naissance et de fortune, a employé le plus sûr moyen de consolider la domination des prêtres et de tenir les laïcs sous le joug. Plus une classe dominante est capable d'accueillir dans son sein les individus éminents des classes dominées, plus son règne est stable et dangereux. » (Marx, *Le Capital*, Livre III, La Pléiade, II, p. 1275.)

<sup>78</sup> *L'Empire knouto-germanique*, Œuvres, Champ libre, Tome VIII, p.153.

<sup>79</sup> Ce constat fonde en partie l'argumentation de mon étude : *Éléments d'une analyse bakouninienne de la bureaucratie*, dans laquelle je souligne l'analogie entre l'Église et la bureaucratie soviétique. Cf. « I. – Le clergé comme classe dominante », *Informations et réflexions libertaires*, Été 1987.

clergé ne peut être soumis à l'impôt sans l'accord du Saint-Siège. Sous peine d'excommunication, les évêques sont tenus de suivre les consignes du pape. Le roi de France réplique en interdisant toute exportation de valeurs. Or une part importante des revenus de la papauté venait de France.

Les choses se compliquent lorsque le pape affirme en 1302 (la bulle *Unam Sanctam*) la supériorité du pouvoir spirituel sur le pouvoir temporel : les monarques sont déclarés responsables devant l'autorité du pape. Philippe le Bel se fâche : il réunit un concile des évêques de France, puis une assemblée de nobles et de bourgeois pour condamner le pape, lequel menace d'excommunier le roi et de frapper d'interdit le royaume de France.

Philippe envoie son garde des sceaux, Guillaume de Nogaret, avec une escorte pour arrêter le pape et le faire juger. Un entretien tumultueux a lieu le 8 septembre 1303, et le pape meurt quelques semaines plus tard. Son successeur Benoît XI est élu le 22 octobre 1303 ; il meurt neuf mois plus tard mais il annule la plupart des mesures contraires au roi de France.

A Rome, les intrigues battent le plein, aussi le nouveau pape se fait-il couronner, à l'instigation de Philippe le Bel, à Lyon, une ville qui appartient à l'Empire. Il prend le nom de Clément V. Comme il veut suivre de près le procès intenté par le roi Philippe contre les Templiers, et qu'il ne peut toujours pas s'établir à Rome, il s'installe en Avignon, qui appartient également à l'Empire. Le prestige et la puissance de la papauté sont au plus bas. On est loin de l'époque où Innocent III entendait soumettre les souverains. Pendant soixante-dix ans, le pape résidera dans cette ville : les cinq papes suivants sont français et proches du roi de France, ce qui mécontente les Italiens : de nombreuses charges lucratives leur échappent.

Les choses se compliqueront car de 1378 à 1418, il y aura deux papes rivaux, chacun se disant authentique, à Avignon et à Rome.

◆ Une Église avec deux papes n'était pas une situation tenable. Des cardinaux font savoir qu'ils entendent convoquer un concile pour le printemps de 1409 afin de trouver une solution. Le concile se tient à Pise du 25 mars au 7 août 1409, avec cinq cents participants. Les deux papes sont déposés ; les cardinaux élisent un nouveau pape le 26 juin, qui prend le nom d'Alexandre V (1409-1410) auquel succède presque aussitôt Jean XXIII<sup>80</sup>. Les deux papes déposés excommunient les cardinaux. Bref, on a maintenant trois papes qui se partagent la chrétienté :

---

<sup>80</sup> Il y eut ainsi deux Jean XXIII : celui d'Avignon (1360-1419), qualifié d'« anti-pape », élu au concile de Pise en 1410, et Angelo Giuseppe Roncali (1881-1963).

- Jean XXIII (successeur d'Alexandre V) : la France, l'Angleterre, la Pologne, la Hongrie, le Portugal, les royaumes du Nord, une partie de l'Allemagne et de l'Italie

- Benoît XIII : les royaumes de Castille, d'Aragon, de Navarre, d'Écosse, le duché de Bretagne, les îles de Corse et de Sardaigne, les comtés de Foix et d'Armagnac

- Grégoire XII : en Italie plusieurs villes du royaume de Naples et toute la Romagne ; en Allemagne, la Bavière, le palatinat du Rhin, les duchés de Brunswick et de Lunebourg, le landgraviat de Hesse, l'électorat de Trèves, une partie des électors de Mayence et de Cologne, les évêchés de Worms, de Spire et de Werden.

Tous sont ruinés. Pour faire rentrer de l'argent, le pape Jean XXIII autorise la vente des indulgences en Bohême : les fidèles qui n'ont pas la conscience tranquille peuvent obtenir des remises de peine contre des remises d'argent à l'Église. Jan Hus s'y oppose. Le roi, qui jusqu'alors le soutenait, le lâche et fait réprimer des manifestations contre les indulgences. Hus doit alors quitter Prague. Exigeant de pouvoir exposer son point de vue publiquement, il obtient de l'empereur un sauf-conduit pour aller au concile de Constance pour défendre ses idées.

Jean XXIII, élu pape à Pise en 1410, avait été chassé de Rome en 1413 et s'était mis sous la protection de l'empereur Sigismond. Tous deux convoquent un concile à Constance le 1<sup>er</sup> novembre 1414 pour extirper le schisme et réunir les fidèles dans une seule Église. Mais aussi pour condamner les thèses de Wycliffe, de Jean Hus et de Jérôme de Prague.

Jean XXIII fut déposé. Grégoire XII fut poussé à abdiquer. Un nouveau pape – et un seul – fut élu le 11 novembre 1417, qui prit le nom de Martin V.

Le concile, qui avait duré quatre ans, sous l'étroite supervision de l'empereur, résolut finalement la question de la bicéphalie de l'Église.

Mais ce n'est pas tout à fait fini : il restait encore un pape, Benoît XIII à Avignon. Il s'accroche, bien qu'il n'a plus aucun appui. L'affaire se termine dans le ridicule. Il reste à Benoît XIII quatre cardinaux. Après sa mort en 1423, trois d'entre eux nomment un nouveau pape, Clément VIII, qui finit par renoncer. Mais le quatrième cardinal mécontent, Jean Carrier, forme à lui tout seul un conclave et proclame à Rodez Benoît XIV pape de l'Église d'Avignon. Jean Carrier finira par se nommer lui-même pape... En 1467 on découvre quelques paysans dans la vallée du Viaur qui continuaient à croire en Benoît XIV. On les brûla vifs, ce qui mit définitivement fin au Grand schisme d'Occident.

◆ Dès son arrivée à Constance, le 28 novembre 1414, Jan Hus est emprisonné. Le concile envisage de l'emprisonner à vie, mais exige qu'il renie les points considérés comme hérétiques dans ses écrits et déclarations à lui attribuées.

Il refuse et est brûlé sur le bûcher le 6 juillet 1415.

En avril 1415, Jérôme de Prague (1379-1416) s'était rendu à Constance pour soutenir Jan Hus. Il ne disposait pas de sauf-conduit impérial et ses amis le conjurèrent de rentrer en Bohême. Une citation à comparaître fut émise, dont il ne put prendre connaissance. Arrêté à Hirschau, il comparut le 23 mai 1415, pour tentative d'évasion. Il tomba malade pendant sa détention et en septembre 1415 abjura publiquement Wycliffe et Hus. Il reconnaissait, dans une lettre au roi de Bohême, que Hus était un hérétique et que sa mort sur le bûcher était juste. Il ne fut pas relâché pour autant. En effet, l'Église ne craignait pas tant chez lui son adhésion aux thèses de Wycliff et de Hus que son extraordinaire érudition et son éloquence, c'est-à-dire sa capacité à faire la critique de sa propre déchéance. Lors de son procès, en mai 1416, il revint sur son abjuration : le 30 mai 1416 il fut condamné pour hérésie et aussitôt brûlé vif.

« Aussi, lorsque l'Empereur Sigismond, violant le sauf-conduit qu'il leur avait accordé, les fit juger d'abord, par le Concile de Constance, puis brûler tous les deux, l'un en 1415 et l'autre en 1416, là, en pleine Allemagne, en présence d'un immense concours d'Allemands accourus de loin pour assister au spectacle, aucune voix allemande ne s'éleva pour protester contre cette atrocité déloyale et infâme. Il fallut que cent ans se passassent encore, pour que Luther réhabilitât en Allemagne la mémoire de ces deux grands réformateurs et martyrs slaves. »<sup>81</sup>

L'exécution de Jan Hus fut suivie de révoltes partout en Bohême qui prirent le nom de Calixtins, en référence au Calice. Les Calixtins réclamaient la communion par les laïcs sous les deux espèces du pain et du vin – jusqu'alors réservée aux seuls prêtres<sup>82</sup> ; ils réclamaient également la sanction contre tout péché mortel, quelle que soit la qualité (noble ou ecclésiastique) de la personne ; la confiscation des biens de l'Église ; la liberté de croyance et la libre prédication de l'Écriture en tchèque.

---

<sup>81</sup> Bakounine, *L'Empire knouto-germanique*.

<sup>82</sup> Lors de la communion, le prêtre boit le sang du Christ (le vin de messe) et mange son corps (l'hostie), les fidèles ne consomment que l'hostie. Les Calixtins réclamaient de boire eux aussi un coup. Contrairement à l'idée reçue, le vin de messe n'est pas rouge, mais blanc, et c'est loin d'être une piquette (en Italie, du moins : le *vinsanto* de Pontignano vaut largement un bon sauternes).

Les Calixtins, dont la base sociale étaient les nobles et les bourgeois qui avaient récupéré les biens de l'Église, étaient l'aile modérée du mouvement. Les Taborites constituaient l'aile radicale du mouvement : c'étaient des paysans et des artisans qui n'entendaient pas échanger un seigneur contre un autre et qui réclamaient la liberté, l'affranchissement du servage. Ils constituaient la grande majorité du mouvement. Ils prêchaient le retour à l'Église primitive et entendaient reproduire son fonctionnement communautaire ; ils s'en prenaient radicalement à la monarchie et au système féodal, considérant que face à Dieu tous les hommes sont égaux ; ils préconisaient la suppression de l'État, l'égalité et la répartition des biens<sup>83</sup>.

« Mais si le peuple allemand, probablement encore endormi et rêvant, laissa sans protestation cet odieux attentat, le peuple tchèque protesta par une révolution formidable. Le grand, le terrible Ziska, ce héros, ce vengeur populaire, dont la mémoire vit encore, comme une promesse d'avenir, au sein des campagnes de la Bohême, se leva et, à la tête de ses Taborites, parcourant la Bohême tout entière, il brûla les églises, massacra les prêtres et balaya toute la vermine impériale ou allemande, ce qui alors signifiait la même chose, parce que tous les Allemands en Bohême étaient des partisans de l'Empereur. »<sup>84</sup>

Le roi Vaclav finit par rappeler les théologiens catholiques qu'il avait expulsés, ce qui provoqua une révolte à Prague. La ville se souleva le 30 juillet 1419 sous la direction de Jan Ziska<sup>85</sup>. On jeta sept membres du conseil de la ville par la fenêtre pour les faire tomber sur des piques. Le roi Vaclav mourut sur le coup en apprenant la nouvelle. La Bohême était devenue une République.

« Les bourgeois de Prague eux-mêmes, d'ailleurs infiniment plus modérés que les Hussites des campagnes, firent sauter par les fenêtres, selon l'antique usage de ce pays, les partisans de l'Empereur Sigismond (en 1419), lorsque cet infâme parjure, cet assassin de Jean Huss et de

---

<sup>83</sup> « Comme il n'y a pas de "à moi" ni "à toi", puisque tout est à tous en commun, ainsi il en sera partout et celui qui aura une propriété particulière commettra un péché mortel. »

<sup>84</sup> Bakounine, *L'Empire knouto-germanique*.

<sup>85</sup> Jan Žižka (1360-1424) chef militaire de la secte Taborite, issue principalement de la paysannerie tchèque. Les Taborites constituaient un des éléments les plus radicaux de la révolte nationale et religieuse hussite du XV<sup>e</sup> siècle. Žižka mit au point des tactiques originales, qui furent reprises plus tard par les Boers en Afrique du Sud. Bakounine le cite souvent, au même titre que Rabin ou Pougatchev.

Jérôme de Prague, eut l'audace insolente et cynique de se présenter comme compétiteur de la couronne vacante de Bohême. »<sup>86</sup>

◆ Le pape et l'empereur lancèrent cinq croisades contre les hussites, menées par Sigismond IV, sans résultat. « Dirigés par Ziska, les Taborites écrasent les troupes de l'empereur et du pape »<sup>87</sup>. La guerre, commencée en Bohême, s'étend dans le reste de l'empire : en Silésie, en Prusse Orientale jusqu'à Gdansk et la mer Baltique, en Hesse et en Autriche. Après la mort de Ziska, André Procop prend sa succession. La quatrième croisade, en 1427, se termine par la débandade des troupes catholiques après qu'elles eurent entendu les cris de guerre des Hussites. Il en fut de même à la cinquième croisade, en 1431. Plus personne ne voulait se battre contre les Taborites, dont les succès militaires venaient peut-être du fait qu'ils se pensaient invincibles au combat.

Les Taborites seront finalement vaincus à la bataille de Lipany (30 mai 1434) par une coalition de nobles catholiques et calixtins, à qui l'empereur avait promis le butin et les terres. Nobles et bourgeois, qui avaient peu participé à la guerre, entendaient jouir des richesses qu'ils avaient acquises aux dépens de l'Église. On leur offrit des garanties. En 1433 tout ce petit monde se mit d'accord et la noblesse tchèque engagea la bataille contre les Taborites. La bataille eut lieu à Lipan, le 30 mai 1434, entre forces à peu près égales. La trahison de la cavalerie taborite fit pencher la balance en faveur des nobles : sur 18 000 Taborites, 13 000 furent tués.

Le mouvement était brisé, mais pas anéanti. Les hussites radicaux s'organisèrent alors en communautés et se rallièrent à la réforme luthérienne un siècle plus tard.

La bourgeoisie et la noblesse tchèques se virent confirmer, en 1436, la confiscation des possessions de l'Église.

Comme l'écrit Bakounine :

« Pendant dix-sept ans de suite, ces Taborites terribles, vivant en communauté fraternelle entre eux, battirent toutes les troupes de la Saxe, de la Franconie, de la Bavière, du Rhin et de l'Autriche que l'Empereur et le Pape envoyèrent en croisade contre eux ; ils nettochèrent la Moravie et la Silésie et portèrent la terreur de leurs armes dans le cœur même de l'Autriche. Ils furent enfin battus par l'Empereur Sigismond. Pourquoi ? Parce qu'ils furent affaiblis par les intrigues et par la trahison d'un parti

---

<sup>86</sup> *L'Empire knouto-germanique.*

<sup>87</sup> Bakounine, *L'Empire knouto-germanique.*



tchèque aussi, mais formé par la coalition de la noblesse indigène et de la bourgeoisie de Prague, allemandes d'éducation, de position, d'idées et de mœurs, sinon de cœur, et s'appelant, par opposition aux Taborites communistes et révolutionnaires, le parti des Calixtins; demandant des réformes sages, possibles; représentant en un mot, à cette époque, en Bohême, cette même politique de la modération hypocrite et de l'impuissance habile, que M<sup>rs</sup> Palacki, Rieger, Brauner et Comp. y représentent si bien aujourd'hui<sup>88</sup>. »

Il ne faut pas se tromper sur l'intérêt que porte Bakounine au mouvement hussite et aux Taborites : il est circonstanciel. Les combats qu'ils menèrent contre l'Église et l'Empire leur vaut la sympathie du révolutionnaire russe, mais les Taborites apparaissent tout de même comme des intégristes fanatiques que Bakounine aurait attaqués aussi férocelement que l'Église catholique, s'ils avaient gagné.

Ce qui intéresse Bakounine dans ce mouvement, ce n'est pas tant son caractère religieux que la « protestation énergique du peuple tchèque contre l'hégémonie romaine et germanique », c'est-à-dire la protestation contre l'Église et l'État<sup>89</sup>.

Il retient également que ce fut une révolution populaire, qui entraîna une masse importante de la population tchèque. Bakounine n'ignore pas que ce fut d'abord un mouvement religieux, mais il tente de voir plus loin : « Laissant de côté leur dogme religieux », dit-il dans *Étatisme et anarchie* en 1873, dans sa période anarchiste, il entend attirer l'attention « sur le caractère éminemment social et anti-étatique de cette révolution. Ce fut la révolte de la communauté slave contre l'État allemand ».

♦ La référence aux hussites ne sert qu'à faire le lien avec l'histoire présente, c'est-à-dire autour de 1870 : si dans le « peuple paysan de Bohême » coule « le sang hussite, le sang bouillant des Taborites », si la mémoire de Ziska est encore présente, c'est pour suggérer que la jeunesse uni-

---

<sup>88</sup> František Ladislav Rieger (1818–1903), homme politique, économiste et publiciste tchèque. Il devint célèbre en tant que dirigeant du mouvement national tchèque.

František Palacký (1798-1876), historien et homme politique tchèque. Son œuvre joua un rôle déterminant dans la montée du sentiment national tchèque. Il fut élu président du Parlement slave de Prague en 1848, lors du Printemps des peuples, puis élu au Parlement qui siégeait alors à Kremsier où il défendit une conception fédéraliste de l'Empire d'Autriche. Il refusa de participer au Parlement de Francfort.

Rieger et Palacký se firent les avocats d'un royaume de Bohême autonome au sein d'une fédération dirigée par les Habsbourgs : ce courant restera connu sous le nom d'austroslavisme.

Franticek August Brauner (1810-1880), avocat libéral député de Bohême, membre de la Constituante en 1848 et l'un des chefs du Parti national tchèque.

<sup>89</sup> « Sur les Slaves », 1862.

versitaire tchèque porte encore en elle les qualités des hussites, et pour montrer que « le prolétariat tchèque des villes ne le cède pas en énergie et en dévouement sublime au paysan ; lui aussi en a donné la preuve en 1848 »<sup>90</sup>. Ainsi le lien avec la révolution sociale est-il fait : « Le peuple tchèque – et sous ce terme nous entendons toujours et surtout le prolétariat, – donc le prolétariat slave de Bohême, tend naturellement et irrésistiblement au même but que le prolétariat de tous les autres pays : l'émancipation économique, la révolution sociale. »<sup>91</sup>

« Ce que Hus avait pressenti, ce que Ziska, cet “administrateur des communes tchèques, travaillant pour la gloire de Dieu” avait défendu, l'épée à la main, le frère Petr Chelcický l'incarna par sa parole, comme s'il voulait dans son testament donner le vrai sens au mouvement tchèque : cette parole, c'était la libre communauté des frères, communauté bien slave. Ainsi se confirme à nouveau l'idée que le socialisme, cette foi dans l'avenir, fait partie du caractère des Slaves, est leur nature et leur mission ; voilà pourquoi il est si radicalement opposé au monde germanique qui trouve son expression naturelle dans l'esprit petit-bourgeois. »<sup>92</sup>

Peter Chelčický (1390-1460) fut une figure du mouvement hussite. Il critiquait la division de la société en trois états : le clergé, la noblesse et les paysans. C'était là une division païenne qui devait être abandonnée par la communauté chrétienne, parce que c'était une organisation hiérarchique dans laquelle les deux classes supérieures dominait et vivait aux dépens de la troisième, le « peuple travailleur ». Il rejetait la guerre mais aussi l'usage de la force en général. Aucun chrétien ne devait avoir de pouvoir sur un autre, ce qui le conduisit à rejeter toute autorité institutionnelle comme incompatible avec la foi. Il désignait le pape et l'empereur – l'Église et l'État – comme des « baleines qui ont déchiré le filet de la foi ».

Comme pour prévenir l'accusation de vouloir revenir à la communauté primitive, Bakounine précise :

« Sous le terme du socialisme nous entendons une vérité simple et féconde : tout épanouissement intellectuel et moral nécessite un développement de moyens et avantages matériels sur lesquels il s'appuie. Il ne peut pas y avoir de liberté si chacun ne mange pas à sa faim. »

---

<sup>90</sup> *Étatisme et anarchie.*

<sup>91</sup> *Ibid.*

<sup>92</sup> *Étatisme et anarchie.*

Le ton vigoureusement anti-allemand employé par Bakounine s'explique de deux manières :

1. Le pivot de sa pensée sur les relations germano-slaves se fonde sur l'idée que les peuples slaves ont été occupés par l'Allemagne et progressivement germanisés. C'est la cas de la Pologne et de la Bohême (l'actuelle République tchèque). L'une des principales oppositions entre Marx-Engels et Bakounine repose sur le fait que les premiers considèrent cette germanisation comme un fait positif, et pas Bakounine.

2. Plus circonstancié, le texte dans lequel le révolutionnaire russe s'exprime a été écrit en pleine guerre franco-prussienne. Bakounine adoptera dans cette guerre une attitude internationaliste, appelant à renverser à la fois l'Empire français et le régime prussien, à transformer la guerre en révolution sociale, mais il ne cache pas malgré tout sa préférence pour la culture française<sup>93</sup>. *L'Empire knouto-germanique et la révolution sociale*, dans lequel la Commune de Paris n'est pas évoquée – il fut écrit entre septembre 1870 et avril 1871 – s'intitulait initialement : *La Révolution sociale ou la dictature militaire*, ce qui exprime parfaitement la perspective.

◆ Le rappel de la révolte hussite dans un texte consacré à l'analyse de la situation en pleine guerre franco-prussienne n'est pas un hasard. Pas plus que la référence à « Palacki, Rieger, Brauner et C<sup>ie</sup> » qui défendirent une politique de juste milieu en 1848. Bakounine veut montrer l'inanité de la politique de conciliation. Il veut également montrer que la guerre, qui est selon lui une guerre de conquête menée par Bismarck, se situe dans la logique de la politique d'expansion territoriale menée depuis des siècles par les Allemands – Autrichiens d'abord, Prussiens ensuite. Les modérés qui trahirent les Taborites « s'emparèrent du gouvernement, comme ils le feront probablement en France, après la fin de cette guerre et pour le malheur de la France ». Les modérés Tchèques « servirent, les uns sciemment et avec beaucoup d'utilité pour l'ampleur de leurs poches, les autres bêtement, sans s'en douter eux-mêmes, d'instruments à la politique autrichienne, comme les Thiers, les Jules Favre, les Jules Simon, les Picard, et bien d'autres serviront d'instruments à Bismarck. L'Autriche les magnétisait et les inspirait ».

L'analogie avec la révolte hussite va beaucoup plus loin :

« Vingt-cinq ans après la défaite des Hussites par Sigismond, ces patriotes habiles et prudents portèrent un dernier coup à l'indépendance

---

<sup>93</sup> Kropotkine, en 1914, partira d'une analyse très proche de celle de Bakounine mais franchira le pas en prenant position en faveur de la France.

de la Bohème, en faisant détruire par les mains de leur roi Podiebrad la ville de Tabor, ou plutôt le camp retranché des Taborites. C'est ainsi que les républicains bourgeois de la France sévissent déjà et feront sévir encore bien davantage leur président ou leur roi contre le prolétariat socialiste, ce dernier camp retranché de l'avenir et de la dignité nationale de la France. »

Le Tabor du prolétariat français sera la Commune de Paris, dont on a chez Bakounine une surprenante prescience.

Septembre 2009

<b>Bakounine sur la Réforme</b> .....	1
Les « Notes » de 1834.....	3
L'intermède hégélien.....	8
Les premières attaques .....	11
La Réforme.....	13
Le clergé, classe dominante .....	24
L'État, « le frère cadet de l'Église » .....	26
La guerre des paysans .....	32
A N N E X E. — La référence à Jan Hus chez Bakounine.....	48